

**la révolte des banlieues, de 2005,
qui ébranla le monde.** *La question
n'est pas de constater que les gens vivent plus ou
moins pauvrement, mais toujours d'une manière
qui leur échappe.*



La question n'est pas de constater que les gens vivent plus ou moins pauvrement, mais toujours d'une manière qui leur échappe. Guy Debord. *Critique de la séparation*, film (1961). L'intégrale de son œuvre cinématographique est sortie en salle et en DVD.



Photo Ara, Clichy-sous-bois

La révolte c'est un truc de gosse de riches... Propos tenus en 2003, par le ministre de l'Intérieur M. Sarkozy.



Photo, vidéosurveillance, Lyon

La scission réelle entre le décor d'une société dite de communication et la valeur d'usage de la devise Liberté-Egalité-Fraternité : qui peut donc la révéler, que ceux qui reçoivent l'hostilité et sont privés de l'illusion même ?

Pourquoi ?

...Chaque jour la société devient plus criminelle, Staline et Hitler ont certes bien miné le terrain, mais la mafia aussi, la corruption tient le bon bout partout, il n'y a pas un seul pays épargné. Non seulement on nous pompe l'air, mais avec les trous dans la couche d'ozone, on nous pompe aussi le CO₂, alors que nos organismes commencent à s'habituer à ce long empoisonnement. On ne peut plus relever la tête, le temps des kamikazes est revenu, on n'a plus la parole et je ne sais pas si l'on va la retrouver...

Jacques Le Glou¹.

Le déclin et la chute de l'économie spectaculaire-marchande que cette émeute moderne des Noirs de Watts (Los Angeles, du 13 au 16 août 1965²) entraîna dans sa critique en acte de la marchandise, où les révoltés sont passés directement de la valeur d'échange marchande, à la valeur d'usage, démystifiant la nature et le monde de la marchandise et l'abondance d'une société sans abondance. Où l'humanisme marchand développe la liberté directoriale du Marché tempérée, alors, par la reconnaissance des Droits de l'homme spectateur, où l'homme sert la marchandise, et non le contraire, pour construire le monde de la marchandise, et non le contraire. Cette émeute des Noirs de Watts a touché le centre même de l'aliénation qu'elle a révélée par sa pratique et qui sera l'objet de toute lutte sociale depuis et de nos jours. C'est le centre, le point de départ de toute critique, de toute révolte sociale, donc de celle des émeutiers des banlieues de 2005. Au moment des émeutes des Noirs de Watts, l'économie spectaculaire-

¹ Préface à *Prise de possession*, texte d'une conférence de Louise Michel à des ouvriers, aux éditions *Jean-Paul Rocher*, 2005. Jacques Le Glou, producteur de films et du disque (chansons) *Pour en finir avec le travail* par des révoltés en Mai 1968.

² Lire *Le déclin et la chute de l'économie spectaculaire-marchande*, Guy Debord. *Gallimard*, dans le livre : *La planète malade*.

marchande dans *son déclin et sa chute* —les Noirs de Watts démontrèrent qu'elle n'était que mensonge, qu'illusion, et pire encore, que négation de la vie, la vraie— accélérât son extension planétaire, et vivrait encore deux décennies avec sa fausse opposition au bloc de l'Est —qui n'eut pour seule tâche que la contre-révolution³—. Sa contradiction consciente, *ouverte vers un possible autre*, répondait et ses révoltes s'étendirent dans le monde. Aujourd'hui, dans la société mondiale nouvelle, alors que le capitalisme a achevé son expansion planétaire, nous survivons maintenant dans une situation plus que jamais fermée, le *no futur* —l'immédiatement vécu— donné par les avant-gardes des années 50-70 devenu cette réalité contraire pour nous le *sans perspective* —le sans devenir—. Alors que le capitalisme, qui avait déjà amorcé sa décrue il y a près de 40 ans, propage aujourd'hui l'idéologie —improbable— du *développement durable*, sa négation programmée —la falsification, la pollution et la prolétarianisation du monde— essentiellement destructrice, a commencé à effacer du monde la vie, des terres, l'origine de l'humanité : *D'ici 20-30 ans les côtes Est d'Amérique centrale [Golfe du Mexique] seront inhabitables* [sous les coups des ouragans et des inondations dus au réchauffement climatique]. *Nos plus proches parents sont en train de mourir. Si rien n'est tenté par la communauté internationale d'ici à 2015, tous les grands singes auront disparu en 2050. Appartenant à la grande famille des hominoïdes, comme l'homme, ils partagent jusqu'à 99% de notre génome. Décimés par le braconnage et la déforestation, les zoos demeureront-ils les seuls lieux de leur survie ?* Épuisement des réserves pétrolières, du gaz naturel, épuisement de l'uranium d'ici 2050. Le Marché à un tel degré

³ ...et la pérennité temporaire du système alimenté par cette fausse opposition entretenue de part et d'autre.

d'accumulation devient autodestruction : *dans la queue le venin*. Son extension s'achève dans *son no futur*, par le manque d'énergie et le manque d'eau partout, et les hommes devenus pauvres dans l'organisation très noire de l'existence.

Guerre des ressources énergétiques (pétrole, charbon, gaz) et leur acheminement. *Ici. Là-bas. Pour vous. Pour demain* (Pub Gaz de France)

1986, Tchernobyl, le monde de la marchandise est entré dans sa fin effroyable, et la présence de sa négation *effrayante* y est mondialisée : pollution et prolétarisation, CO₂ et dépossédés ; et partout le dialogue unilatéral : le terrorisme. Dans ce décor, la révolte de la jeunesse des banlieues qui, en France depuis 1981⁴, n'avait pas dépassé le cadre du quartier ni la durée de quelques jours, se rendait compte de l'insuffisance de sa ville, et ne trouvait pas si naturelle l'insuffisance de sa vie, elle cherchait la *valeur d'usage* : la *Liberté*, l'*Egalité*, la *Fraternité*, contre l'usurpation par la *valeur d'échange* écrite sur les pièces de monnaie. Dans un labyrinthe sans repos, dans cette nuit même de la marchandise, des individus se battent là où d'autres se sont battus.

Le capitalisme est une monstruosité. Dans sa phase finale, de simples revendications de survie ne peuvent plus être satisfaites pour personne, il lui faut plus encore maintenir l'idéologie de la liberté dictatoriale du Marché sur l'individu, quand sur tous les continents, les pauvres désespérés montent à l'assaut des lumières des villes. Quand on n'avait jamais vu un pays se vider de ses habitants aussi massivement comme en Albanie en 96-97 où durent intervenir les forces internationales pour mettre fin à l'hémorragie comme à la

⁴ Correspond aussi au déclin et à la chute du monde ouvrier des pays les plus avancés de la société post-industrielle.

discussion directe, entamée par les Albanais, qui mit fin pour eux-mêmes l'espace d'un instant à plus de cinquante années carcérales de fascisme, de stalinisme puis de spéculations néolibérales des banques pyramidales⁵.



Tag relevé sur la passerelle St Vincent, Lyon novembre 2005.

Traité du désespoir

La nuit, ce qui a disparu dans la lumière des néons, réapparaît à la lumière des destructions de la force contraire à nous, le printemps commence très tôt et s'affronte au système de la séparation, toute la chaleur de l'humanité y brûle⁶.

40 ans après les émeutes populaires de Watts on retrouve ici en France la spontanéité de la révolte, la surenchère des

⁵ Lire de l'Achèvement : *Rien n'est permis, tout est vrai*. Avril 1997.

⁶ *Traité du désespoir*, sur les événements modernes du printemps algérien de 2001. *L'Achèvement*, août 2001

destructions, la critique de l'aliénation, de la séparation. Mais aussi, quelques faits remarquables dus au développement, chaotique et déchiré, de l'unification du capitalisme moderne :

- 1) L'extension et la persistance de la révolte.
- 2) Le communicatif d'une banlieue à l'autre (facilité par un usage réel des nouveaux appareils de communication).
- 3) Le désespoir, l'absence de devenir, passage à la seule consommation (incendie, destruction, pas de pillage).
- 4) Ce vers quoi tend l'économie marchande, ce dont elle a besoin (mondialement) pour gouverner le monde et les hommes. Ce dont elle se croit libérée, et ce dont elle est capable.
- 5) Critique de la dépossession totale des individus organisée par le monde de la dépossession totale.
- 6) Comment faire travailler les pauvres ?
- 7) L'étendue de la non-vie sans perspective, catastrophique pour tous : pollution-misère, perte quasi absolue de tout pouvoir individuel sur sa propre vie, destruction organisée de la vie sur toute la planète.
- 8) Cette Terre devenue ingouvernable où la vidéosurveillance devient omniprésente, omnisciente.
- 9) L'étendue et la profondeur de l'aliénation intégrée au mouvement autonome du non-vivant, à la marchandise organisée en non-vie, en non-communication.

Avertissement

**Nous repoussons l'idéologie de la violence
comme la violence de l'idéologie.**

L'intégration, à quoi ?



Photo, Lyon, vidéosurveillance.

En fin de compte les émeutiers des banlieues ne parlent pas de banlieues.

En fin de compte les émeutiers des banlieues ne parlent pas de banlieues mais du pays du réel. Ils montrent l'ordre et l'idéologie de la liberté dictatoriale du Marché que l'ordre sert. Ils révèlent aussi ce que cache cet ordre : ce qui ne peut plus y être intégré et dans cette non-intégration là, les tendances des nouvelles luttes sociales pour le *reposséder sa vie*. L'urbanicide est visible, et toute cette *clandestinité* du mal de vivre, individuel et collectif, sur laquelle on ne possède jamais que des documents dérisoires : ces nuits de révolte sociale clament et documentent cela. La fureur de vivre, une rébellion de pauvres non sans cause ni sans langage, de bannis par cette société. Cette critique de la séparation achevée contient en elle les assauts historiques contemporains et la conscience d'un désastre social visible et inavouable. Cet événement réfléchit toute la question sociale et la production toute entière néfaste d'une société où la pauvreté des moyens de lutte est chargée d'exprimer sans fard la richesse de la discussion portée dans ces troubles. *Le Noir revient... c'est encore le premier ou c'est toujours le seul, inséparablement négation de l'organisation existante. De quoi faudrait-il débattre à présent ? De ce qui nie tout ce qui n'est pas la vie, la vraie, elle-même partout absente.*

Un temps, nous avons été deux présences dans le monde à construire et détruire, à marquer *son* temps, *son* mode de vie, *ses* comportements, *sa* morale : le *sauvage* et la *civilisation* se sont opposés violemment, la *civilisation* ne considérant qu'elle-même, l'a emporté sur le *sauvage*, a détruit tout ce qui pouvait le rappeler, lui interdit toute destruction-construction, accaparant cette puissance pour elle seule en consommation immédiate, essentiellement, définitivement, destructrice. La rapidité avec laquelle s'est dissoute la valeur subversive pour susciter son inverse exact, l'idéologie cynique du retour à l'ordre, l'ironie officielle et obligatoire, le nihilisme

confortable des profiteurs du système, est proprement foudroyante. Effacer toute idée autre encombrante pour construire à la place un monde fixe, embourbé dans son présent figé dans la consommation de miettes toujours décevantes. Et ses intellectuels dans leur solitude narcissique, impuissants, isolés, interdisent la cause réelle et les mobiles de ces auteurs de troubles, de tags peints ou gravés, de révoltes d'être séparé de la vie, la vraie, et contre la mort ; condamnés à ne rien comprendre de cette révolte d'exclus — et qui se savent l'être—.

20 nuits d'une révolte qui partie du drame de Clichy-sous-bois, comme il en arrive périodiquement dans toute banlieue populaire, a soulevé une jeunesse et s'est développée sur la presque totalité du territoire, sur près de 300 communes, et ni les renforts croissants des forces de l'ordre, ni la puissance des moyens de répression moderne n'ont été capables de reprendre le contrôle des cités. Par les calomnies, par la répression et par la gestion irresponsable d'un ministre de l'Intérieur et le mépris général, la révolte y a trouvé toute sa flamme et plus encore, la légitimité de sa critique en acte de tous les excès⁷ d'un monde colonisé par la marchandise. A la 20^e nuit d'émeute, on comptabilise 4 770 arrestations⁸, plus de

⁷ Par excès, comprenons aussi les manques.

⁸ Arrestations de présumés auteurs de troubles (en majorité, il s'agit de témoins, très jeunes), dont près de la moitié ont été réalisées après la fin des incidents, débouchant sur 4 402 gardes à vue. 763 individus ont été écroués, dont plus d'une centaine de mineurs. On y trouve du tout-venant : gamins, jeunes adultes, la plupart du temps scolarisés, certains même travaillant ou même jeunes parents (et parfois la présence de filles a été constatée par la police). *Le Monde* du 2 décembre : *Contrairement aux affirmations du Ministre de l'Intérieur, la majorité des mineurs qui ont été interpellés et présentés à des juges lors des violences urbaines, entre le 29 octobre et le 19 novembre, étaient inconnus des tribunaux... Magistrats et éducateurs soulignent qu'ils n'ont pas eu affaire, au cours des dernières*

10 000 véhicules privés incendiés, 74 édifices privés et 233 bâtiments, symboles de l'Etat, dégradés ou brûlés —bureaux et véhicules de la Poste, de la RATP, véhicules des pompiers caillassés, 10 bus et RER attaqués et incendiés, de nombreuses écoles (généralement des collèges), une quinzaine de bibliothèques dégradées, mairies, commissariats, un hôpital psychiatrique (seulement inquiété), ANPE, centres sociaux, de nombreux gymnases, un théâtre (à Pontoise)—. Le *vandalisme* est porté à son plus haut degré de vérité dans l'histoire des révoltes sociales, de l'insatisfaction à la destruction du présent figé, la destruction éphémère de l'insatisfaction. A cela se sont inclus quelques éléments provocateurs qui vont profiter du désordre pour tenter de discréditer, diffamer ce mouvement de *désespoir critique*, en prenant pour cibles notamment, on l'a vu, un foyer Sonacotra, des mosquées (l'une fut gazée par « erreur » par la police).

Mais il n'y a rien à récupérer pour personne, humanistes marchands ou religieux, associations, partis de gauche ou d'extrême, de droite ou d'extrême.

Ce mouvement autonome, spontané, s'est éteint de lui-même, naturellement : comme *absolument* personne ne l'a incité ni représenté, personne ni aucun décret n'ont pu y mettre fin. Toute accusation *d'incitation à la révolte* n'est qu'une supercherie supplémentaire, la révolte n'aurait pas de fondement et ne serait pas le fait d'une société basée sur l'inégalité sans fraternité ni liberté. La cause de ces nuits est simple comme un coup d'œil sur l'écran de télévision, où

semaines, au lot commun des mineurs déferés à la justice... La plupart des 557 mineurs... étaient des jeunes « ordinaires ». Agés de 16-17 ans, souvent français... La plupart d'entre eux sont inscrits dans des formations professionnelles, souvent en apprentissage. Ce qui n'empêcha pas de lourdes peines de prison.

défilent les images de la vie perdue, la vie éloignée. Comme défilent les images abondantes de toutes les catastrophes écologiques, ici maintenant partout, défilent les images abondantes du terrorisme, qui renforce toujours les Etats et muselle les individus, et plus encore ceux des banlieues populaires : records de falsification et censure. Banlieues où divers ministères de l'Intérieur ont soutenu une *bureaucratie céleste*⁹ installée pour contrôler et surveiller la jeunesse depuis les révoltes de Vaulx-en-Velin entre 1991 et 1994. La cause est aussi simple qu'un simple regard sur sa propre *vie* : elle ne vaut rien. Le monde vidé de toute humanité, de tous repères, ce sont des fantômes qui rôdent dans les fausses rues des fausses villes, dans des habitations sans âme, au travail, dans les magasins comme dans les urnes. Plus moderne encore, le spectateur, filmé, se regarde maltraité, brutalisé, terrorisé, et jouit plus encore. La révolte en banlieue, *c'est toujours à cause de la mort d'un jeune suite à une arrestation qui a mal tourné*, disent généralement les sociologues. Lors des émeutes de Vaulx-en-Velin, un spectateur pleurait sur les cendres d'un magasin qui finissait de se consumer, un type lui dit que cela se reconstruisait facilement et vite, mais que le jeune mort lui, c'était définitif, il ne reviendrait pas. *A bas la souffrance ! A bas le mépris !* Criaient les Algériens lors de la révolte de 2001, comme en France elle s'est exprimée contre la vie quotidienne prisonnière et le dialogue unilatéral de la sphère de la domination. Entre 21-22 heures et 6 heures du matin, on ne sort plus, on n'entre plus. Plus de transports en commun. *Métro-boulot-dodo*, cette loi d'exception de l'économie, est à l'origine des cités dortoirs —*cités poubelles*—. Entre la ville et la banlieue, le périphérique, un fleuve de béton, un mur, une frontière. Et la vidéosurveillance

⁹ Les imams, qui ont toujours œuvré en faveur de l'ordre établi, ont largement participé au maintien de l'ordre, à l'extinction des feux et de la révolte. Peu écoutés malgré la fatwa lancée vers la fin des émeutes.

au centre ville : *En mars 2001, une cinquantaine de caméras de surveillance installées dans seulement deux arrondissements de Lyon dont une vingtaine autour de la place des Terreaux. Coût : 18 millions de francs plus l'entretien très coûteux et une douzaine de salaires pour la surveillance*¹⁰. *Une de ces caméras très précises peut lire une marque de bière sur un verre d'une terrasse*¹¹. *Liberté et démocratie pour la marchandise seule : La colonisation positive. La France revisite sa mémoire coloniale.*

Un individu de banlieue : *...et de toute façon les ministres, les politiques tout ça, ils disent qu'ils vont réparer, qu'ils vont aider, qu'ils vont faire ça. C'est que des paroles, c'est que blabla, c'est, ils parlent pour rien dire... c'est juste pour calmer les gens, ils ont peur de beaucoup de choses. Ben ils ont jamais donné l'occasion pour qu'on parle, ils nous ont jamais donné l'occasion. Ils ont toujours parlé entre eux. Ils sont jamais sur le terrain, ils voient ce qu'ils ont envie de voir, ce qui se passe à la télé, dans les journaux, c'est tout. Ils ont une mauvaise pensée des banlieues. Ils ouvrent des associations, c'est pour montrer aux jeunes, bah ! Regardez, on fait des choses pour vous. Tenez ! C'est bien... J'sais pas c'est des associations... Ouais, faut leur parler directement pour leur dire d'arrêter de parler... d'arrêter de nous voir comme des Beurs, des Noirs, des Arabes, des musulmans... de nous voir comme tout le monde, d'arrêter de nous dégager de la société... Voilà ! On est dégagé, on est ailleurs*¹²...

Un prisonnier dans une prison derrière la grille : *La majorité des gens ici, ils ont même plus la raison.*

¹⁰ D'autres caméras ont été installées depuis, notamment dans le quartier de la Duchère (9^{ème} arrdt de Lyon) par l'actuel maire P.S. de Lyon et ex-maire du 9^{ème}.

¹¹ Extrait du film documentaire *La raison du plus fort*, de Patric Jean.

¹² Extrait d'un reportage radio.

Pourquoi ? On les gave de médicaments pour qu'ils se calment et on leur fait perdre leur tête. On leur fait perdre tout quoi, ils ont plus rien, il y en a qui ont plus rien. Moi, par exemple on m'a piqué deux fois à l'Aldol, vous connaissez l'Aldol, ça te drogue, ça te rend mort, tu peux plus penser, tu peux plus bouger, tu peux plus rien faire alors tu restes à regarder le mur comme si tu étais un drogué quoi. (...) Nous on veut de l'amour et les gens ils croient que nous sommes des animaux¹³.

Comment sauver le capitalisme, qui se menace et s'exécute si bien lui-même ? Comment gouverner les hommes, quand, dans les étranges démocraties, la destruction par la division et la corruption de la représentation, implose. Quand les différents types de gouvernements trépassés, persistent dans leur propre insécurité et qu'on ne peut plus dire qui gouverne. Quand les masses ballottées entre deux fausses oppositions où l'extrême droite joue le balancier démocratique, boudent les urnes. *Personne n'a jamais déclaré franchement que les élections ne sont qu'illusion pour le peuple et que le mensonge est l'arme la plus forte de la classe possédante.* Un an après la dite « révolution Orange » ukrainienne, la situation est au même point et toujours la corruption. L'Allemagne et son (sa) Chancelier improbable. Quand ceux au gouvernail et ceux qui y prétendent, pris dans les passions les plus folles qu'ils ont provoquées, cherchent leurs bulletins de vote ? Alors, *le vote pour les étrangers ?*

Reviennent les vieilles recettes du pouvoir concentré, ses boucs émissaires, les pauvres, la face visible de la négation intrinsèque à la société hiérarchisée marchande. Le plan *Vigipirate* et les lois d'exceptions pérennisés s'étendent. Rien de valorisant pour le pouvoir, le désespoir frustration pour lui

¹³ *La raison du plus fort.*

sans aucun pouvoir que sa force militaire et l'instrumentalisation d'une partie de la population —quand elle n'est pas dite sur toute la population— utiliser le particulier contre le collectif, et vice-versa, hiérarchiquement. C'est une crise sociale traitée comme une guerre par le couvre feu. Dans les troubles de 68, le gouvernement en place n'avait pas sorti ce décret datant de 1955 lors de la guerre d'Algérie, qui elle, n'était pas nommée *guerre*. A qui est-elle déclarée, puisque le monde capitaliste s'était autoproclamé victorieux, n'ayant plus d'ennemi depuis 1989 —chute du mur de Berlin, et depuis 1991, fin de l'URSS—. C'est donc une société qui se fait la guerre à elle-même¹⁴, tous ses appareils de surveillance tournés vers elle. L'état d'urgence n'est certes pas là que pour remporter une victoire électorale, établie d'avance, ou pour remplir l'audimat et les sondages électoraux. Alors, *apprendre à vivre ensemble* ! Pas seulement un mensonge, mais une absolue distance envers ceux qui justement vivent ensemble, plus ou moins bien, de ceux de la sphère de la domination qui ne vivent qu'entre eux, à couteaux tirés, enfermés dans leur caste bunker.

Un reporter photo¹⁵ : *Je crois que pour les banlieues... c'est la même chose. Il y a un certain nombre de personnes qui estiment aujourd'hui qu'il n'y a pas d'équité dans la manière dont ils sont représentés. C'est une manière totalement caricaturale et je pense que de plus en plus il y aura une très forte contestation de l'information officielle qui est une information minoritaire choisie par une minorité de personnes pour une majorité de personnes. Et que, il y aura un développement extrêmement fort de paroles diverses qui viendront de divers continents pour dire : et ben oui*

¹⁴ L'actuel ministre de l'Intérieur « pour justifier le renforcement de la loi antiterroriste affirme que la société est en guerre. » *Le Monde* du 23 12 05.

¹⁵ Extraits d'une émission radio.

nous, on a d'abord quelque chose à vous dire. On n'a pas besoin que vos reporters viennent nous dire ce qui se passe chez nous. Et bien pour les banlieues c'est la même chose.

Le journaliste radio : ...C'est à dire que dans le fond le problème, l'impossibilité de visualiser quelque chose, vient aussi non pas simplement des Etats qui pratiquent de la censure mais vient aussi des sociétés qui refusent d'être photographiées mais aussi d'être mises en situation d'apparaître comme des stéréotypes. C'est qu'il y a quelque chose de très très puissant, c'est à dire qu'il y a une difficulté qui vient à la fois d'en haut de l'Etat qui veut contrôler le flux des images, qui veut imprimer une certaine conception, une certaine vision du réel qui essaye de l'encadrer... et de l'instrumentaliser ; et venant d'en bas, on a toute une série de personnes, de populations qui s'estiment mal représentées, mal figurées, qui refusent qu'elles soient à la fois filmées même photographiées. C'est une très grosse difficulté.

Un autre reporter photo : Dans les banlieues... d'abord ils ne veulent pas être photographiés parce qu'ils sont en train de casser des voitures... Comme ils rejettent la société, ils rejettent tout ce qui est censé alimenter en images, en représentation puisqu'ils se considèrent comme très mal représentés ou systématiquement dénigrés. Le problème est dans les deux sens. Parfois il faut ruser, violer ce sentiment de protection pour pouvoir faire des images, à ce moment là on se demande si elles sont authentiques les images, si on n'a pas un peu tordu la réalité dans un sens.

Comment voulez-vous représenter le désespoir des gens des banlieues, dit un reporter photo, il y a aussi une impossibilité de représenter, de visualiser...

Mais les caméras de surveillance ne sont pas là pour ça.

L'information officielle est ailleurs. Elle se renvoie sa propre image historique, seulement comme l'histoire superficielle et statique de ses dirigeants. Ceux qui incarnent la fatalité extérieure de ce qui se fait. Le secteur de la domination est celui-là même de ce qui ne change pas, il instrumentalise les média et tient la véritable information à distance, l'étouffe sous la quantité de mensonges, de contresens et de calomnies ; dans toute révolte, quand la vérité est tue, quand le mensonge règne, les média sont tenus à distance. La véritable information se tient là dans les faits eux-mêmes critiques, sans idéologie. Voilà ce qui blesse, ce qui perturbe tant le monde rationnel : la vérité sans idéologie, et que des individus du monde du réel se représentent eux-mêmes. L'idéologie n'est que mensonge, et la vérité n'est pas bonne à dire. Sophisme ! La démocratie de la représentation des urnes légitime l'absence de démocratie¹⁶. Mais quand une société rejette et marginalise un plus grand nombre d'individus, sa propre illusion tombe.

Le président de l'*Agence France-press* (AFP) qui avait remis des photos de presse, visages d'émeutiers [en Corse] non floutés, à la police, a été obligé de donner sa démission par une motion de défiance déposée par les photographes de l'AFP. Déclaration des syndicats : *Non, nous ne sommes pas des journalistes de l'Etat ni des auxiliaires de la police.* 18 novembre 2005.

Théorie de la «vitre brisée» et de la «tolérance zéro»

Théories politiques issues du Manhattan Institute qui publie les théories de Wilson et de Charles Murray,

¹⁶ La démocratie de la représentation des urnes est une tromperie, où chaque individu, dans le secret de l'isoloir, délègue ses propres pouvoirs, et abandonne la véritable discussion ; le contraire d'une démocratie directe qui se déroule en assemblée générale : le vote à main levée et à visage découvert.

gourous du capitalisme reaganien, et pour qui les inégalités raciales et sociales sont le résultat du quotient intellectuel. En résumé : l'homme moins intelligent sera plutôt noir, pauvre, vivant sa relation hors mariage. Il aura une propension au crime. C'est à New York sous la mairie de Giuliani que ces théories seront d'abord mises en œuvre avant d'être importées en Europe. New York embauchait alors 12.000 policiers (effectif total 46.000) et supprimait 8.000 postes dans les services sociaux (total 13.400 postes). Résultat : janvier 1999, quatre policiers new-yorkais tuent de 41 balles un garçon de 22 ans, désarmé et d'origine guinéenne. Une brigade de choc a arrêté 45.000 personnes sur simple suspicion et seulement une sur onze avait réellement commis un délit. Lire Wacquant Loïc, «Les prisons de la misère», Raisons d'Agir¹⁷.

La question pour la domination spectaculaire : *comment faire travailler les pauvres quand l'illusion a déçu et la force s'est dé faite* ? Comment occuper les pauvres dans le déclin et la chute de l'économie spectaculaire-marchande et dans sa terreur présente ?

Le Négrier est une toile que Turner a peint en 1840 : des marchands d'esclaves jettent les morts et les mourants par-dessus bord. Les mâts sont sans voiles, en prévision de la tempête, et c'est pour la même raison que des corps noirs, guettés par les poissons, s'enfoncent dans la mer. On croyait contempler un beau couchant : une peinture d'histoire tragique surgit. Turner peint contre l'esclavage au moment où, au Royaume-Uni, l'inhumanité de la traite est de plus en plus vivement dénoncée. La violence des couleurs, les lueurs sanglantes, les zébrures multicolores des flots ne peuvent être dissociées du sujet. Au titre de l'œuvre,

¹⁷ Extrait du site Internet de Patric Jean.

Turner ajoute un bref poème. Il s'achève ainsi : *Espoir, espoir trompeur, où est ta place à présent ?*

ARBEI MACHT FREI¹⁸, a sa version moderne : les animaux vivent plus longtemps en captivité. *Dans la prison*¹⁹, est le titre d'une bande dessinée de Kazuichi Hanawa, il décrit la vie quotidienne dans les prisons nippones, dont il a fait la malheureuse expérience : discipline militaire, perverse et hygiéniste, l'ennui est tronqué par la nourriture abondante, le temps ; les discussions, sont uniformisés par les repas. Les prisonniers, quels qu'ils soient, assassins, voleurs, violeurs, dealers, sont tous au même régime, leurs journées passent très vite : 6h40 réveil, 6h50 inspection, 7h00 petit déjeuner, 7h40 début du travail, 11h40 déjeuner, 16h20 fin du travail, 16h40 inspection, 16h50 dîner, 19h00 couchage, 21h00 sommeil. Ils sont comme des cochons, ils s'engraissent très vite et leur peau vire vers le rose. L'engraissage pour la soumission et la tranquillité de l'administration pénitentiaire, pas de heurts avec les gardiens, pas de révolte. L'obésité croissante, une nouvelle maladie dans les pays-les-riche, qui tendrait à faire fléchir la courbe de l'espérance de vie.

Ces nuits ont été marquées par l'épouvante chez certains comme dans les ministères : *C'est la canaille ! Et bien j'en suis*²⁰ ... *La pègre descend des bas-fonds de la société*. Une quantité épouvantable de *citoyens-consommateurs* —traités pourtant comme l'étaient en 1965 les Noirs de Watts— ont étrangement oublié tous leurs griefs, et leurs manifestations impuissantes, restées vaines du fait de la surdité folle de la

¹⁸ *Le travail rend libre*.

¹⁹ Editions *Ego comme X*

²⁰ Chanson de la Commune de Paris, « La canaille », écrite en 1865 par Alexis Bouvier.

sphère des propriétaires de la société. Pas de présent ni de devenir pour eux non plus — et quand les miettes de leurs revendications leur sont accordées, elles sont déjà épuisées—. Le refus noir de la réalité, la réalité noire du refus, s'affrontent, à ce moment, devant le spectateur, l'illusion contre le réel, le réel contre l'illusion. Les faits ne se modifient pas, le *citoyen* dit comprendre, effet miroir, mais condamne : comparution immédiate, les lourdes condamnations de jeunes individus tombent. A peine esquisse-t-il un murmure de réprobation quant aux étrangers ayant participé aux révoltes et qui devraient être expulsés de France. Qu'a fait cette société pour avoir peur de *sa* propre jeunesse ? Et pourquoi donc se révolte-t-elle ?

Abdelaziz devant la table d'orientation de Lyon : Quand vous mettez quelqu'un dans des situations telles et qu'en même temps vous le brimez, vous le frustrez, vous l'excluez, vous le mettez dans des conditions où il subit l'humiliation, voire quotidienne, eh bien, comment voulez vous qu'ils se révoltent pas, ces jeunes-là. Donc il faut pas s'étonner, on n'allume pas le feu et on s'étonne d'où vient la fumée par la suite. Il y avait une impunité d'ailleurs qui continue malheureusement aujourd'hui, une impunité, par exemple, de policiers lorsqu'ils commettent des bavures, lorsqu'il y a des jeunes issus de l'immigration maghrébine qui sont tués dans des bavures eh bien souvent les policiers s'en sortent avec trois fois rien. On a vu dernièrement effectivement un policier qui a tiré dans le dos d'un jeune et qui est sorti acquitté effectivement en cour de cassation et ça on pense que c'est une injustice qui est flagrante parce que quelqu'un qui est immigré, issu d'un quartier défavorisé, qui est de couche sociale défavorisée et qui en même temps est musulman, eh bien il accumule les handicaps.²¹

²¹ *La raison du plus fort*

Un front commun. Des syndicats comme des partis politiques —« gauche » inclus— ont réclamé l'intervention de l'armée, certains demandent l'application de la loi martiale. Ce sera l'état d'urgence pour 12 jours et nuits, là où les préfets le considéreront nécessaire et même là où il ne se passera rien, comme dans la ville bourgeoise (Seine St Denis) de l'ex-ministre de la ville, Eric Raoult. Le 15 novembre, alors que le mouvement de révolte décline de lui-même, par un vote de l'Assemblée Nationale, l'état d'urgence sera prolongé de 3 mois. Emoi dans l'hémicycle de la « gauche » et des humanistes, ce qu'ils ont voulu, souhaité —soumettre cette misère, pour que jamais rien ne change— s'échappe et montre ce vers quoi la société tend, visiblement en France, ex-patrie des Droits de l'Homme, comme dans tous les pays dits démocratiques. Quand on ne peut plus faire travailler les pauvres, un simple décret suffit : *perquisitions de nuit comme de jour, sans la présence d'un magistrat, couvre feu pour tous, interdiction de circulation en voiture, interdiction de réunions, fermetures des salles pouvant accueillir des réunions, assignations à résidence, interdictions de séjour, mesures de contrôle de la presse et des télécommunications, remplacement de la justice civile par la justice militaire.* Ce à quoi elles serviront, dans une démocratie où le ministère de l'intérieur prévaut sur tous les autres ministères et sur un chef de l'Etat. Quand il n'y a plus ni critique, ni partis de gauche, ni intellectuels autres qu'en faveur du système unique.

Miracle chinois et colère sociale

Le président chinois Hu Jintao, et le système dont il est le garant, est confronté à un dilemme : comment concilier la formidable expansion économique avec ce qu'elle induit d'inégalités et d'injustices ? Comment résoudre la contradiction entre toujours plus de croissance et la montée de la revendication sociale à l'heure où les conséquences

du libéralisme économique effréné à la sauce pékinoise ont creusé le fossé entre les nouveaux riches et les toujours plus pauvres ? *Le Monde* du 18 novembre 2005.

Doit-on vivre par “précaution” dans un régime d’exception ? Des juristes, des membres d’associations et de simples citoyens posent cette question, pour pallier à la défaillance de leurs élus. [Le gouvernement] *cherche à habituer l’opinion publique à vivre sous un régime d’exception... Des barrières juridiques jusqu’ici infranchissables sont mises à bas*, relève Côme Jacqmin, secrétaire général du syndicat de la magistrature.

Contre la loi prorogeant l’état d’urgence. Rien ne doit plus faire obstacle au durcissement des politiques répressives et sécuritaires et surtout pas les droits des citoyens. Cette saisine citoyenne du Conseil constitutionnel contre la loi du 18 novembre 2005 prorogeant l’état d’urgence, qui n’a aucun fondement juridique, prend ici valeur de symbole. Elle témoigne de ce que nous n’entendons pas rester sans voix devant cette évolution, et voulons au contraire devenir des acteurs de la protection des droits et libertés en France. Elle appelle plus fondamentalement à une réforme des modes de saisine du Conseil constitutionnel, les carences du système actuel ne pouvant plus perdurer... Sur l’inconstitutionnalité de la loi du 18 novembre 2005 prorogeant l’état d’urgence instauré par le décret du 8 novembre 2005... Pour D. de Villepin, la prorogation de l’état d’urgence constitue « une mesure de précaution » qui ne prendra fin que lorsque le calme « sera durablement rétabli ». De son côté, N. Sarkozy déclarait il y a quelques jours qu’« au nom de l’efficacité dans la restauration de la paix publique, il est sage, il est raisonnable d’envisager la prorogation de l’état d’urgence pour une période de trois mois ». « Précaution » qu’il peut être « raisonnable » de prendre, l’état d’urgence ne constitue plus une mesure strictement exceptionnelle dans l’esprit des responsables

du gouvernement. Il est utilisé comme un mode normal de gestion des crises et violences urbaines, susceptible d'être demain étendu à l'ensemble des conflits sociaux et d'instaurer insidieusement un régime d'exception permanent. Nous condamnons avec vigueur les atteintes inadmissibles portées à nos droits et libertés par la loi du 18 novembre 2005 et demandons au Conseil constitutionnel d'en prononcer la censure intégrale. Soyons nombreux à réclamer la saisine citoyenne ! En ne saisissant pas le Conseil Constitutionnel, garant de la conformité des lois à la Constitution, les parlementaires ont effectué un pas de plus sur le chemin qui met à mort la démocratie et le droit. Un précédent inquiétant, dénoncé par toutes les associations de défense des droits de l'homme et des libertés avait déjà eu lieu lors du vote de la loi du 15 novembre 2001 relative à la sécurité quotidienne. Face à cette situation, les citoyens se voient obligés de pallier la défaillance de leurs élus et de saisir eux-mêmes le Conseil Constitutionnel.

[Extrait de « Pétition citoyenne : pour une saisine citoyenne du Conseil Constitutionnel »]

Le Conseil Constitutionnel rejettera purement et simplement la pétition.

Liberté ? Egalité ? Fraternité ? Réalité.

Titre *The Independant* sur la situation des banlieues françaises.

Dans le monde unifié, il n'y a pas d'exil possible.



Photo vidéosurveillance, Lyon, place des Jacobins.

Harcèlement : *Tourmenter. Soumettre sans répit à de petites attaques réitérées, à de rapides assauts incessants. (Le Robert).*

La machine qui devait libérer l'homme pour du temps libre, l'exploite et le dépossède. Les révoltes ouvrières, dans leur jeunesse, furent violentes et parfois aussi scandaleuses que celles présentes de la jeunesse des banlieues, les ouvriers détruisirent leurs outils de travail dans leur lutte contre le capitalisme naissant. Dans sa phase finale post-industrielle (délocalisations, licenciements boursiers, à la grande joie des

Bourses) le capitalisme détruit systématiquement l'outil de travail. En réponse, les luttes ouvrières, comme à Celatex, sont très violentes. Les émeutes de novembre 2005 sont le prolongement de la critique sociale du travail dans un monde post-industriel qui s'est transformé visiblement, dans la dépossession totale du monde ouvrier, en un monde d'employés pauvres et précarisés²². La négation s'est portée hors champ du travail puisqu'il n'y en *pas* pour une quantité toujours grandissante de pauvres²³. *Le travail coûte cher!* Alors, l'alternative est toute trouvée, vieille comme le capital. Opposer le *sans travail*, grandissant, à celui *qui travaille*, diminuant. Criminaliser le *sans travail* comme ses parents, relégués aux antipodes des villes et des plaisirs, même illusoires, de la consommation. Falsifier les chiffres réels du chômage, du travail précaire, du RMI, parce que la question pour la sphère de la domination se pose là : dans le *manque* — ce qu'on met ici est enlevé ailleurs —, pas de solution autre que le traitement par la répression et la normalisation de la précarité et de la flexibilité. *Comme le dit un patron chinois dans le remarquable documentaire A l'ouest des rails, « licencier, c'est comme élever des enfants. Il faut savoir les laisser partir, qu'ils suivent leur chemin pour le meilleur et pour le pire »*²⁴. Ironie, ceux qui travaillent sont tout autant maltraités, mis en compétition perpétuelle ; quand le *sans travail* est la véritable modernité de la critique sociale qui démontre que la société, fondée sur le travail aliéné, est achevée, qu'il est son miroir négatif — le problème ou la solution pour le dépassement de cette aliénation : l'homme

²² Du latin *precarius* « obtenu par prière », qui ne s'exerce que grâce à une autorisation révocable.

²³ Le chômage touche également les centres-villes et les classes moyennes.

²⁴ Philippe Cohen et Luc Richard, *La Chine sera-t-elle notre cauchemar*, éditions *Mille et une nuits*. *A l'ouest des rails*, film documentaire de Wang Bing, éditions *MK2*.

libre de l'emploi de son temps. Mais ce qui fut un temps posé, consciemment, comme critique pour une autre forme de vie sociale, est maintenant retourné et imposé par la violence, d'une manière toujours plus dépossédante : où l'individu sans travail est également sans l'emploi de son temps.

Mise au travail forcé des sans-emploi

Il est juste d'être intolérant vis-à-vis des SDF dans la rue,
Tony Blair²⁵.

Dans différents pays européens (Grande-Bretagne, Belgique...) le welfare s'est transformé en workfare par la mise au travail forcé des chômeurs. En Belgique par exemple, l'allocation de « Minimum de moyens d'existence » (Minimex) a été transformée en « droit d'intégration sociale » avec mise au travail dans des conditions les plus précaires. L'origine de cette pratique est également américaine : Laurence Mead publie en 1986 une thèse qui fera école, « Au-delà des droits : les obligations de la citoyenneté » que l'on peut résumer par « le non-travail est un acte politique » contre lequel il faut recourir à l'autorité. Il faut remplacer l'état-providence par un état punitif pour forcer les pauvres à accepter les emplois pénibles et précaires. Tout cela écrit en toutes lettres.²⁶

Des amalgames sont trop souvent opérés entre l'esclavage des XV^e-XIX^e siècles aux Caraïbes-Amériques et les formes contemporaines de servitude, dit un chercheur du CNRS.

L'intégration, à quoi ? La question se pose plus encore. Illusions grotesques : *le rôle positif des banlieues*, Science-Po pour quelques futurs représentants —de couleur— de millions d'individus, défenseurs d'une société décadente, ruineuse,

²⁵ Rapporté par le *Guardian*, 10 avril 1997.

²⁶ Patric Jean

ruinée ; un service civil, mixte et *volontaire* pour 50 000 jeunes²⁷ —déjà mis en œuvre et en échec— par les ministères de la Défense et de l'Intérieur. Et une activité en pleine expansion, la protection de la marchandise, que des pauvres protègent contre d'autres pauvres : vigiles, médiateurs, gardiens, surveillants, agents de sécurité, agents d'ambiance, polices d'Etat, polices privées, milices, armées d'Etat, armées privées, il y a là une richesse terminologique très répandue dans le monde pour la liberté de la circulation de la Marchandise ; des mesures d'enfermement : des pauvres surveillent d'autres pauvres. La jeunesse, bâillonnée, contrôlée quotidiennement dans les cités, et quand cela ne suffit pas, et si la famille "défaillit" : apprentissage dès 14 ans, ou maison de redressement la prison pour mineur²⁸.

Si la modernité des technologies circule librement sous protection militaire ou policière, il en va tout autrement pour l'Homme sans présent et sans devenir, il n'est pas nécessaire que l'école soit émancipatrice ni éducative, ni même qu'elle le mène à un statut social supérieur, puisqu'il n'y a plus ni place, ni projet pour lui. Des enseignants disent : *L'école les a abandonnés, laissés sur le bord de la route. —L'école a failli. —Il faut des conseillers d'orientation, là, on les oriente vers la sortie, vers le mur. —L'école c'est l'échec, c'est leur*

²⁷ Comme tous les systèmes totalitaires, le franquisme avait institué un service civil obligatoire pour les filles. D'autres, stalinisme et nazisme, avaient en plus le Service du Travail Obligatoire et les camps de déportation.

²⁸ Des sanctions pénales dès 10 ans : un projet du ministre de l'Intérieur visant, selon son expression, à « toiletter » l'ordonnance du 2 février 1945 sur l'enfance délinquante. Créer des mesures pénales applicables à partir de l'âge de 10 ans : éloignement du domicile, avec la possibilité de placement en internat ; et à partir de 13 ans le tribunal pourra condamner le mineur à une « période d'initiation au travail, non rémunérée » de 30 à 120 heures.

première humiliation. Un échec *pour* la société, un échec programmé *de* la société. On n'éduque pas ceux dont on n'a plus besoin, on les *rééduque* au sens stalinien du terme. On ne sauve pas, comme les pauvres donc, les Noirs de la Nouvelle-Orléans, qui n'avaient ni personne à rejoindre, ni voiture ni aucun moyen de fuir l'ouragan Katrina. La pauvreté est le tort qui contient tous les torts dans le monde de la marchandise rationnelle, la vie rationnelle, les villes rationnelles, la nature refaite, rationnelle. Les révoltés ne seront jamais plus destructeurs que l'état présent des choses.

Michka Assayas²⁹.

...Tout est devenu jeu, et c'est « sympa ». Mais le travail aussi... est devenu jeu et ça, les gens s'en sont vite rendus compte, ce n'est pas « sympa » du tout. Le travail des employés dans les professions en vue (singulièrement dans les médias) s'apparente à une partie de Monopoly qui n'en finit jamais : on rechigne à la quitter, on a hâte de la reprendre. Et quand elle s'achève, on n'a plus qu'une idée : en recommencer une autre. Seules les professions consacrées à des tâches matérielles ingrates, ou simplement artisanales, échappent aux valeurs du jeu.

Fréquemment, des prêcheurs assistés par des documentalistes (les « essayistes ») viennent démontrer la cruauté du monde du travail. Ceux qui les écoutent oublient que la cruauté que l'on voit à l'œuvre dans le monde du travail est une cruauté librement consentie, et que le harcèlement provient de la perversion enfantine née de l'excitation du jeu. Eliminer quelqu'un du jeu, c'est excitant et prenant, et beaucoup plus cruel que s'il s'agissait d'affaires réellement sérieuses. Le jeu est beaucoup plus cruel que sérieux. (...) Comme au casino ou à la Bourse, le but n'est pas le gain ; le gain n'est là que

²⁹ Extrait de : *Exhibition*, roman aux éditions *L'arpenteur*. Michka Assayas a aussi dirigé le *Dictionnaire du rock* paru en 2000.

pour être risqué à nouveau. (...) Les gens qui jouent sont absorbés et n'ont rien à dire. De temps en temps, ils se disent « citoyens », « solidaires », « concernés », « dignes », mais leur vérité, c'est le jeu.

Il paraît que la Française des Jeux réalise un bénéfice colossal tous les ans. Mais combien d'entreprises en France ne mériteraient-elles pas de s'appeler la Française des Jeux ? (...) Les gens se sont accaparés le travail comme une passion mauvaise, le travail est devenu un vice, un divertissement tordu et vicieux. Le travail, aujourd'hui, divertit de la famille, des courses, des loisirs obligatoires, toujours les mêmes, de la télévision, toujours répétitive. Dans le travail, aujourd'hui, il y a du suspense, du drame, des accès de folie, de la cruauté, de l'érotisme, du mystère, du sadomasochisme, de la terreur, du fantastique, bien plus que dans ce qu'on appelle maintenant si tristement la « fiction »...

Le prisonnier dans la cour

Pourquoi, quand t'arrives en sixième on t'oriente automatiquement vers le professionnel ou vers les enseignements techniques, les enseignements manuels, les autres on les oriente vers les rénovés, les universités et ainsi de suite. Déjà là ton destin il se joue. Ils vous orientent vers les métiers manuels, vers la déprime, le manque d'argent, vers... Vous connaîtrez que le monde des ouvriers. (...) Je commence à me taper, moi, une vie d'ouvrier, je regarde la vie de mon père et je vois que toute sa vie il a trimé et moi aussi j'ai fait la même chose pour rouler en vieille camionnette pourrie, des enfants à qui je ne peux même pas payer une paire de baskets convenables, fils d'ouvrier, t'es un futur ouvrier ou bien un futur taulard³⁰.

³⁰*La raison du plus fort.*



Photo Ara, quartier du Chêne pointu de Clichy-sous-Bois.

Et tout autour le sommeil...

A, B, Y, O, N et L³¹ sont au pied de la barre de dix étages de la cité 112 (Seine-Saint-Denis). B. : *On n'a pas le choix. On est prêts à tout sacrifier puisqu'on n'a rien.* Sur son portable il montre la photo d'une voiture de police en feu saisie il y a quelques mois lors de précédents événements, après la mort d'un jeune d'Aubervilliers : *Tu sais, quand on brandit un cocktail Molotov, on dit au secours. On n'a pas les mots pour*

³¹ Extrait de presse de novembre. Les prénoms ont été effacés.

exprimer ce qu'on ressent. On sait juste parler en mettant le feu. A : Quand on n'a déjà que la révolte à cet âge [13 ou 15 ans], c'est qu'il y a un grave problème, j'ai peur de faire des gosses qui seraient formés à la rage. Y : On n'est pas des casseurs, on est des émeutiers. On se rassemble tous, pour faire entendre notre révolte... Dans la bande, on est tous au chômage, en fin de droits, déplore N, 24 ans. Il a arrêté sa scolarité à 16 ans après avoir échoué un BEP. Il n'a connu que des petits boulots de manutentionnaire. De toute façon, que veux-tu qu'on fasse d'autre ? Sur 100 CV que j'ai envoyés, j'ai eu trois entretiens. Même avec du piston, on me refoule. L'école n'a jamais servi à rien. C'est pour ça qu'on les brûle, lance B. On se noie et au lieu de nous tendre une bouée, ils nous enfoncent la tête dans l'eau. Aidez-nous, martèlent-ils. Ils disent tous être « sans repère », « incompris », « victimes de discriminations raciales », « condamnés à vivre dans des cités insalubres et rejetés », mais ne dissimulent ni leur satisfaction ni leur « fierté » que les émeutes gagnent l'ensemble du territoire : Il n'y a pas de concurrence entre les cités. C'est de la pure solidarité, disent-ils.

La France a connu une forme d'insurrection non organisée avec l'émergence dans le temps et l'espace d'une révolte populaire des cités, sans leader et sans proposition de programme... dit dans un rapport daté du 20 novembre 2005 la direction centrale des renseignements généraux (DCRG)... aucune manipulation n'a été décelée permettant d'accréditer la thèse d'un soulèvement généralisé et organisé... aucun rôle [des islamistes] dans le déclenchement des violences et dans leur expansion... tout intérêt [pour les islamistes] à un retour rapide au calme pour éviter les amalgames... [L'extrême gauche] n'a pas vu venir le coup et fulmine de ne pas avoir été à l'origine d'un tel mouvement... Les jeunes des cités étaient habités d'un fort sentiment identitaire ne reposant pas uniquement

sur leur origine ethnique ou géographique, mais sur leur condition sociale d'exclus de la société française... ils se sentent pénalisés par leur pauvreté, la couleur de leur peau et leur nom. Ceux qui ont saccagé les cités avaient en commun l'absence de perspective et d'investissement par le travail dans la société française... Tout s'est passé comme si la confiance envers les institutions, mais aussi le secteur privé, source de convoitises, d'emplois et d'intégration économique, avait été perdue... Il est à craindre désormais que tout nouvel incident fortuit (décès d'un jeune) provoque une nouvelle flambée de violence généralisée... Extrait de : *Le Parisien* du 7 décembre 2005.

Les contradictions modernes du capitalisme sont si avancées qu'elles surprennent le monde dominant, qui pensait que *l'histoire* était définitivement maîtrisée, et que cela ne pouvait être en sa défaveur. Et si cette négation en acte est dans l'ensemble incomprise ou partiellement comprise, donc pas comprise, ce que la fausse conscience, la passivité, qui se pense être au-dessus de la misère et du mépris, ne peut entendre que ses enfants partageront le mépris, la précarité, la pauvreté des banlieusards, qu'ils seront, comme eux, repoussés toujours plus loin, et à devoir déjà travailler dans d'autres pays, sur d'autres continents, révèle le fossé profond qui la sépare de ceux qui sont portés par la désillusion. Les mêmes qui ont voté *sécurité* contre Le Pen en 2002, voteront *sécurité* au côté de Sarkozy³² en 2007. A moins qu'ils ne le fassent au côté de la dite gauche.

³² Ce n'est pas Sarkozy qui utilise les médias, ce sont les médias qui l'utilisent. Le gouvernement médiatique pense trouver dans le ministre de l'Intérieur actuel son homme providentiel, mais très provisoire pour l'économie en cours. Act Up qui a fait circuler une affiche sur Internet et dans la rue détournant la photo du ministre de l'Intérieur avec ses mots : *Votez Le Pen.*, a dû retirer le montage, le photographe ayant menacé de déposer plainte.

La biométrie peut être utilisée pour des gestes quotidiens. Le 17 novembre, un « commando » d'étudiants a détruit des bornes d'accès à la cantine d'un lycée de Gif-sur-Yvette (Essonne) fonctionnant grâce à la forme de la main. Et, au début de 2006, la France devrait délivrer ses premiers passeports intégrant dans une puce la géométrie du visage du voyageur. *Le Monde* du 8 décembre 2005.



Photo vidéosurveillances, Lyon.

La peur est partout. La lèpre urbanistique, ainsi que les maladies mentales, les suicides, la pollution dont on affiche partout l'image alarmante.

Il était une fois, un petit charcutier dont la maison, qu'il détenait de ses aïeux, ne fonctionnait plus du tout. Ce petit charcutier, qui venait de Hollande, se dit, au sujet de l'ordonnance de 1945, visitée et revisitée par le ministre de l'Intérieur : *Ils [l'UMP] n'en ont pas fait assez ! Il faut construire bien plus de maisons d'enfermement pour l'enfance délinquante.*

Dans l'obligation à participer à la même consommation hiérarchisée, cette fausse conscience voudrait croire qu'il ne s'agit là que de torts particuliers, que la misère est particulière à ces gens-des-banlieues, que le seul tort dont ils souffrent serait le racisme, effet retors post-colonial, ou que la révolte serait orchestrée par les dealers (on sait que tout commerce, parallèle ou pas, a horreur des troubles), ou qu'elle serait spécifique à la banlieue française³³. Torts dont la conscience morte, bien entendu, serait ainsi lavée, et il n'y aurait donc pour elle aucun rapport, aucun lien entre la révolte des banlieues et les tensions sociales exprimées par les multitudes de grèves et conflits du travail et leur traitement par un total mépris. Aucun rapport avec la dégradation de la survie ni avec la liquidation sociale mondialisée. Ni avec les élections de 2002, condamnant tout autant la dite gauche que la droite. Ni avec le résultat du référendum d'avril 2005, un *Non* retentissant. L'aliénation est la sécurité, la garantie du maintien du monde tel qu'il est. Si dans les troubles de Mai 1968, le mouvement pour *le maintien des occupations* agissait pour le changement social, là, dans les troubles de ces nuits, on occupe les écoles, les piscines, la rue, les centres sociaux, les mairies, où l'on voit jusqu'à des milices d'habitants

³³ Berlin, Cologne puis Bruxelles, ont connu, en novembre, quelques incendies de voitures. Des jeunes gens berlinois ont dit qu'ils comprenaient ce qu'il se passait en France et que ça pourrait arriver en Allemagne. En décembre, nuits d'émeutes dans la banlieue de Sydney.

sillonant les quartiers, extincteurs et matraques à la main (*que des choses autorisées par la loi* disent-ils) : en faveur de qui, de quoi ? *L'intégration, à quoi ? Pas de solidarité.* La peur, le refoulé de la réalité revient. La volonté de ceux qui ont de moins en moins à s'y accrocher, et à s'opposer violemment et consciemment à ceux n'ayant déjà plus rien, parce qu'ils annoncent et visibilisent leur condition présente ou leur devenir trop proche. Par peur et par dégoût, ils repoussent de manière autiste, sous la bienveillance médiatique, cette mise à nu de la condition humaine présente partout qui apparaît telle qu'elle est : dépossédée de l'usage de tout, et de son temps en particulier. Où avant même que ne se pose la question du pourquoi de ces troubles, pour autant qu'elle eût voulu être posée, la voilà submergée et noyée par la réponse autoritaire : *que cela cesse et que l'ordre revienne !*. Refus de comprendre, peur de comprendre que justement, ces nuits là, l'ordre n'avait jamais été aussi visible, aussi apparent, aussi lumineux : l'ordre de la précarité, de l'exclusion et de la séparation. *On est face*, dit un directeur départemental de la sécurité publique, Jacques Méric, *à des problèmes de société profonds, une grande paupérisation, des citoyens qui veulent la paix publique et d'autres qui brûlent les voitures de leurs voisins* : dérèglement climatique, baisse des nappes phréatiques polluées et des réserves pétrolières, désertification, pollution au CO₂ et chômage s'accélèrent ; le problème de l'eau est non seulement sa pollution, mais aussi la surpopulation autour des nappes, des puits, non seulement dans les pays désertiques d'Afrique, mais aussi en Europe. Ils disent : *Rétablir le dialogue !* Là où il n'y en a jamais eu. Tous ceux qui sans exception ont fait tout ce qu'il fallait pour nous amener au terme où nous sommes, et cette peur de la perdre, cette non-vie, ce drôle de confort.

Rien n'est bon, il n'y a rien à garder ici.

Un individu de banlieue : *Tu sais, je suis hémophile de naissance. Tu sais ce que cela veut dire ? J'ai été transfusé pendant les années de sang contaminé... Après quand t'apprends que c'était à cause de ministres et qu'ils ont été blanchis... et que les copains pour de la vente de shit ils prennent 8 mois de prison.*



Photo Ara, Clichy-sous-Bois.

L'étranger entoure partout l'homme devenu étranger à son monde. Le barbare n'est plus au bout de la terre, il est là, constitué en barbare précisément par sa participation obligée à la même consommation hiérarchisée. L'humanisme qui couvre cela est le contraire de l'homme, la négation de son activité et de son désir ; c'est l'humanisme de la marchandise, la bienveillance de la marchandise pour l'homme qu'elle parasite. Guy Debord, *Le déclin et la chute de l'économie spectaculaire-marchande.*



Vue sur Gorge de Loup, quartier de Vaise, 9^{ème} arrondissement de Lyon.

Powernext veut sa part du marché européen des droits à polluer

L'opérateur de la Bourse française à l'électricité lance, vendredi 24 juin, la cotation des permis d'émission de CO₂. Trois places européennes du même type existent déjà. Les industries « pollueuses », sidérurgistes, cimentiers, chimistes, s'inquiètent de la flambée des prix des permis. Sept places boursières en Europe convoitent 2 milliards de tonnes de CO₂. *Le Monde*, 22 juin 2005.

Louise Michel³⁴ dit dans *Prise de possession : Ce ne seraient pas les palais qui flamberaient mais les bouges infects et hideux afin que jamais plus nul n'habite ces tanières indignes de l'humanité*. Un représentant d'une des villes touchées par les incendies, jouant de l'ironie : *Ils autodétruisent leur quartier, on ne les voit pas se manifester à Neuilly par exemple*³⁵. On ne s'étonne pourtant pas autant quand un prisonnier met le feu à sa cellule. Quartier de la Duchère à Lyon, des tours seront détruites à l'explosif, ses habitants dispersés, renvoyés toujours plus loin, pour disperser la misère trop voyante ou trop tapageuse. Aux *restos du Cœur* on distribue des colis alimentaires de survie à ceux qui n'ont plus rien.

Eric Macé³⁶ : Si l'on accorde à l'émeute un sens qui, au fond, conserve malgré tout une dimension politique. Dimension politique d'action collective et pas seulement de conduite

³⁴ Louise Michel, 1830-1905, avait plusieurs surnoms : la vierge rouge, la bonne Louise, la reine du pétrole, la sainte laïque. Et pour ses ennemis, c'était la louve avide de sang.

³⁵ On reprochera aussi aux émeutiers, entre autre, d'être très jeunes, mais aussi d'être ouverts à la modernité en utilisant le téléphone portable, les SMS, et l'Internet.

³⁶ Chercheur au Centre d'analyse et d'intervention sociologique et maître de conférences à l'université Paris-III.

délinquante... Les ingrédients dont je parle, c'est, particulièrement en France, un chômage des jeunes le plus élevé d'Europe, des discriminations racistes et des relégations urbaines aggravées et, depuis le début des années 1990, une stigmatisation des jeunes des banlieues populaires qui les fait apparaître comme étrangers à la société française, qui les constitue en menace avec une surenchère dont les étapes sont les suivantes : ils ont d'abord été assimilés à des voleurs, puis, avec l'affaire des tournantes, à des violeurs, puis, avec l'affaire du foulard à l'école, à des "voileurs", et dernièrement, à de la racaille qu'on nettoie au Kärcher...

« On est poursuivis dans une clairière. On glisse, on trébuche, on se relève, on repart, et on arrive devant un grand mur. Il y avait une grande panique. Parce que ce mur, il est vraiment haut. Et il a des barbelés. Si on l'a grimpé, c'est qu'on avait vraiment la peur, qu'on était vraiment poursuivis. Même un fou ne ferait pas ça ! » Le visage grave, la voix sourde, Siyakha refait, comme s'il y était, le parcours de Bouna, son jeune frère, mort électrocuté à Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), jeudi soir. Vers 17 h 30, Bouna, 15 ans, Zyed, 17 ans, et Metin, 21 ans, ont franchi le mur de la centrale électrique de la ville. Fuyant la police, ils se sont cachés dans un enclos en parpaings abritant un transformateur. Seul Metin en est sorti vivant, grièvement blessé. —A 18 h 12, une coupure de courant frappe les villes alentours. Chacun s'en aperçoit, sans savoir que l'interruption est due au décès des jeunes fuyards. Au commissariat de Livry-Gargan, où l'on interroge des amis des trois jeunes qui viennent d'être arrêtés, les écrans des ordinateurs s'éteignent. L'interrogatoire reprend une fois l'électricité rétablie. —S'ils interviennent en réalité pour un simple «contrôle d'identité», comme l'a admis samedi le procureur de Bobigny, les policiers provoquent la panique chez les jeunes³⁷.

³⁷ Repris de divers articles.

Morts pour rien était écrit sur les tee-shirt des proches et amis des deux jeunes individus électrocutés de Clichy-sous-bois³⁸, et c'est le silence général. 20 nuits d'incendies de symbole matériel, de ce qui permet la distance, entre soi et la ville, soi et la vie vantée abondamment dans la publicité. Les révoltés, comme les bandes de jeunes *délinquants* de tous les pays avancés, mais plus radicalement parce qu'à l'échelle de la prolétarianisation du monde, savent, eux, qu'ils sont sans devenir et, sur le terrain même de la consommation, sans aucune chance notable de promotion et d'intégration. Parce que la *valeur d'échange* marchande, celle dite de communication³⁹, ne change rien à la relégation, et l'accentue même, et parce que *ce* qui assujettit, emprisonne, exclut et éloigne, domine — des gymnases comme des centres sociaux et des écoles ont été brûlés⁴⁰ —, et qu'ils ont révélé, une nouvelle fois, pratiquement la réalité de la société hiérarchisée, cette *réalité marchande* : hors le tout pour la libre circulation des marchandises, on n'est rien. Ils ont rappelé, à la mémoire morte, la fusion de l'économie-politique et qu'*il n'y a rien de bon ici pour l'homme*. La conscience morte, qui n'avait rien à dire sur la mort des deux jeunes gens, s'ouvre enfin devant tant d'horreurs : pègre, voleurs, violeurs, dealers, mafias, terroristes, petits cons sans cervelle, et cette perle, *la polygamie serait en partie responsable des violences des banlieues*, ou celle-ci, *des groupes de rappers seraient les meneurs*.

Délinquance. 60% des infractions enregistrées en France en 2002 sont des vols. Augmentation de 13% du nombre

³⁸ L'accusation de vol, qui devait couvrir leur mort, a été démentie par la suite.

³⁹ De la voiture, des transports en commun, etc..

⁴⁰ L'échec social organisé et la dépendance à l'idéologie de la débureaucratie marchande, comme l'école, le sport et la cité en sont malheureusement le jouet.

des gardes à vues en 2002. Miracle de l'année : hausse de 4% des chiffres de la délinquance entre janvier et mai 2002 puis baisse de 0,5% à partir de mai, dès que le nouveau gouvernement est mis en place et ce, sans augmentation du nombre de policiers. Preuve évidente de la manipulation des chiffres ou de la sympathie bienveillante des délinquants pour le nouveau gouvernement⁴¹ ...

*On ne recherche pas le pourquoi, dit un individu, s'il y a des émeutes, ils viennent pas interviewer le jeune, ils viennent toujours interviewer le monsieur, le vieux passant qui se cache derrière ses rideaux, lui, il n'a qu'une seule idée, c'est les Arabes et les Noirs qui ont fait ça... Je crois que l'Etat veut pas faire d'efforts, ils nous ont mis là et c'est bon. On est coincé... Après les émeutes l'Etat il envoie de l'argent pour faire des ronds-points, des bancs... On tourne en rond, et dans ces nuits d'été indien, la contestation sociale est sévère. Le refoulé éclate, on ne dort plus, la jeunesse critique. Et ce vieux monde de sourds et d'aveugles, désinformés, a peur de cette *mauvaise vie*. Et de la vie devenue réellement mauvaise et l'insécurité alimentaire, produites par lui ? On préfère isoler les individus révoltés par peur du réel tel qu'il est, une peur qui trouve son origine au fond de l'aliénation. Ce respect pour les objets, cette haine pour les individus réels, qui par leur réveil montrent le monde tel qu'il est. La peur de la vie, la peur du changement, la peur de la communication réelle. Ce monde très vieux, a bien perdu sa jeunesse. Sacrifiée, sans l'emploi de son temps, elle s'éveille et retrouve le sien. La vérité de la dépossession consume la dépossession de la vérité. Et dans son quotidien, elle sait ce que veut dire *être séparé par la mort*. Inadmissible. Elle n'est pas assassine, les faits de ces nuits le prouvent, elle ne veut pas la mort, sa colère est d'être séparée de la vie, la vraie. *Il est à craindre**

⁴¹ Patric Jean.

*désormais que tout nouvel incident fortuit (décès d'un jeune) provoque une nouvelle flambée de violences généralisée*⁴². Mais qui exclut tout possible, qui tire sur les Noirs africains à Melilla ? Contre les clandestins, la C.E.E. a exigé un mur toujours plus haut, sur ses trois postes frontières avec le Maroc. Ce mur sera-t-il assez haut contre ceux tenus à distance de la survie consommable même, et contre la vie, la vraie ?

Cette longue nuit de révolte n'a été ni communautariste, ni islamiste ou autres histoires idéologiques des médias. Pas plus qu'elle n'a été un complot, les causes sont simples : le développement de la production s'est entièrement réalisé en tant qu'accomplissement de la fusion de l'économie-politique irresponsable, développement de la misère qui a envahi et détruit gravement le milieu de la vie. La société où l'employé plus ou moins pauvre se tue au travail, ou sans emploi, et survit misérablement, où la production empoisonne. Le résultat se donne à voir et à respirer, c'est le résultat général du travail aliéné en tant que résultat *de mort*. Basée sur l'exploitation hiérarchisée de l'homme, le racisme reste l'un des moyens de gestion de la misère dans l'économie marchande et la séparation pour gouvernance. Ici, un ministre de l'Intérieur peut gouverner pratiquement seul un Etat *démocratique*. La partie la plus vive de la population s'est une nouvelle fois soulevée, et dans ses actes et dans ses mots, elle critique la séparation, la mort qu'elle côtoie dans cet exil, comme elle dénonce d'être séparée de la vie vraie, de la vie riche, de la communication réelle et de la rencontre. Elle est violemment réprimée lorsqu'elle ose l'exprimer. Un individu de Toulouse critique l'urbanisme imposé : *Pourquoi on peut pas aller dans d'autres quartiers ? Nos mères elles ont tout*

⁴² Rapport de la DCRG (Renseignements généraux) du 20 novembre 2005, cité plus haut.

là, la caisse maladie, les magasins, pourquoi y'a tout ça sur place, on peut pas se mélanger avec les autres. Quand on marche sur un trottoir ils sont sur le trottoir d'en face, ils ont peur de nous et nous on sait pas comment leur parler. On veut se mélanger, sortir de tout ça.

Harcèlement au travail

Brimades, harcèlement, humiliations, la souffrance psychologique au travail est devenue un outil de gestion sociale dans certaines entreprises... le phénomène s'aggrave. *Le Monde*, le 15 novembre 2005.

Cette jeunesse insultée, non seulement par l'Etat mais par tous ceux qui servent le monde de la marchandise⁴³, qui dans ces nuits s'est attaquée au fait de *la vie qui toujours leur échappe*, a clamé ce retour à l'origine de cette *devise* sociale : Liberté-Egalité-Fraternité, et son réel *usage*, que le pouvoir de la démo-bureaucratie, l'usurpation, qui décide pour l'existence des autres, n'aime pas qu'ils soient révélés. Ceux qui, comme les ouvriers, étaient la solution —bâtir cette société— sont devenus le problème de cette société même. Et alors qu'il aurait suffi que le ministre de l'Intérieur démissionne : *ce n'est pas le moment, ce serait donner raison aux émeutiers*, a-t-on dit au P.S. Complicité et cooptation de la représentation diplomatique de la société mensongère devant elle-même, où toute parole est bannie.

Le sens de la peine carcérale

Au départ, la prison était un lieu *d'expiation par la souffrance et la solitude*. Il s'agissait d'une vision religieuse. Le mot «cellule» est d'abord un mot qui appartient au vocabulaire religieux. Etymologiquement, la

⁴³ Servir : *perdre toute identité, être esclave...*

cellule est une petite chambre où l'on est seul. Elle représente un lieu de silence et de recueillement qui favorise la conversion de l'âme à Dieu. La souffrance infligée doit permettre de racheter les fautes. La symbolique religieuse a ensuite été remplacée par celle de l'économie : être emprisonné c'est *payer une dette*. C'est rembourser la société. Aujourd'hui, c'est une utopie pseudo-sociale qui domine : *l'enfermement resocialiserait* le condamné ! Outre l'impossibilité de l'idée, on peut remarquer qu'il n'est jamais question de remédier aux causes sociales de la délinquance. La faute n'est jamais dans la structure sociale, toujours dans l'exclu. La preuve dans les propos d'un directeur des services pénitentiaires de Paris : « Les délinquants sont *des inadaptés sociaux* et la finalité carcérale est de *les remodeler* pour les rendre aptes au fonctionnement de la société. » Autrement dit, leur apprendre à accepter leur condition. Aux États-Unis, le taux d'incarcération a quadruplé en vingt ans, tandis que la criminalité est restée stagnante. En France de 380.000 détenus en 1975, on est passé à 1,6 millions en 1995 avec une croissance de 8% l'an. Or les crimes et délits n'ont évidemment pas augmenté de 160%. Aux États-Unis, la prison est devenue l'outil central de gestion de l'insécurité sociale et il semble que l'Europe suive le même chemin⁴⁴.

La transformation policière de la perception de la survie et de la santé, la culture, l'enseignement, la recherche, le logement, la sexualité, le travail, la famille, l'environnement, l'insécurité comme de l'immunité, dont les critères minimaux sont sans cesse revus à la baisse. La faillite patente, grave, d'une société et l'expropriation de tout *citoyen* qui lui-même n'est rien, un consommateur et encore ! La conception policière du citoyen *intégrée* sur ceux de la banlieue pauvres comme lui —un peu moins, un peu plus—, celui là même qui s'est vu traité de la

⁴⁴ Patric Jean.

même manière, avec le même dédain lors de simples grèves salariales, pour des revendications de simple survie, mis au même pilori que la *pègre des banlieues*, et qui se réveille avec un taux de CO₂ très élevé⁴⁵. Plus proche qu'un lointain tsunami et qui pourtant a les mêmes causes dues au même *développement durable* de l'économie, irrespirable, autonome, libérée de tout jugement et de tout contre-pouvoir : concentration de pauvres, mauvaises constructions, tout comme la concentration de l'industrie touristique le long de zones dangereuses, le nivellement des dunes, etc. ont terriblement aggravé le phénomène naturel. *C'est cent ans de programmation mafieuse, de corruption, qui nous a amené là.* Le pillage systématique de la planète, *le vandalisme ravagé de la liberté dictatoriale du Marché* a amené l'ouragan Katrina (USA, août 2005).

La représentation diplomatique de la sphère de la domination à qui toute honte a été enlevée développe le front violent de la répression, largement filmée, armée de lois d'exception, de l'état d'urgence permanent, et poursuit sa construction-destruction. « L'impuissance de Xiang Yu⁴⁶. Il a pu mettre le feu au Palais Afanggong⁴⁷ et le réduire en cendres, il ne pourra pourtant rien contre l'accoutumance des empereurs aux constructions grandiloquentes qui s'est perpétuée d'une dynastie à l'autre. *“Qu'il brûle et nous le reconstruirons ! De toute manière, nous avons le petit peuple pour cela”*, s'exclama alors l'empereur. L'incendiaire Xiang Yu sait que l'incendie est inutile, mais il ne peut pas ne pas incendier ». Mais ce que dit aussi Yu Jie : l'incendiaire Xiang Yu ne peut

⁴⁵ On notera que le corps enseignant, qui s'est exprimé sur les événements, a généralement un ton divergeant du monde *citoyen dominant*.

⁴⁶ Yu Jie, *Xinling dubai (Monologues intérieurs)*, traduction de l'Achèvement.

⁴⁷ Palais de la capitale impériale Chang'an (actuelle Xi'an).

pas empêcher sa faculté de critique. La différence ou divergence, la discussion, la contestation, la grève, la critique, bâillonnées et le possible du monde brûle dans sa question sociale esquivée, plus encore, par tous ses bouts. Nous sommes en face d'un monde totalement défait, et derrière il y a des hommes qui ont été déportés au-delà des villes, au-delà du décor spectaculaire, ceux-là, qui incarnent la négation en acte, à cet instant, jugent une époque bâtie sur le non-vivant et qui doit disparaître. Où la question n'est plus de savoir si l'on est pour ou contre l'incendie de voitures, mais pourquoi acceptons-nous que la vie nous échappe toujours plus.

Dans un texte rendu public, lundi 1^{er} décembre, dix neuf historiens se prononcent pour l'abrogation des dispositions législatives qu'ils jugent « *indignes d'un régime démocratique* » : livrant une liste non exhaustive, ils visent la loi de 2005, sur le « *rôle positif* » de la colonisation. Autant de mesures qui, selon les auteurs de ce texte, « *ont restreint la liberté de l'historien, lui ont dit, sous peine de sanctions, ce qu'il doit chercher et ce qu'il doit trouver, lui ont prescrit des méthodes et posé des limites.* »

Au rez-de-chaussée de la prison, un détenu a voulu se pendre dans sa cellule. Alors on l'a décroché et pour le punir, le médecin l'a fait mettre au mitard⁴⁸. Les travailleurs des transports en commun de Marseille, après plus de 40 jours de grève, verront leur lutte s'achever sur rien... Ils diront que leur lutte est inachevée, que les syndicats ont trahi. Dans un temps de violente censure, chacun défend sa famille, son clan, sa corporation, atomisés. C'est un repli défensif, et quand la censure est trop forte, c'est avec une méfiance certaine envers les autres clans, familles que chacun agit pour soi-même sans

⁴⁸ *La raison du plus fort.*

trop se soucier de l'autre, ni même que tous souffrent des mêmes torts. Quand il s'agit des contradictions du capitalisme moderne dévoilées par des *bandes* de banlieues, un front se met en place contre cette révélation, toutes corporations, familles et clans confondus. Les partis politiques, les dirigeants comme les spectateurs savent, les bandes de révoltés doivent rester isolées, car leurs revendications posent les besoins vitaux et fondamentaux pour toute vie décente : un logement décent, la libre circulation des hommes, l'accès aux soins, à l'expression, à l'information, à la sexualité, à l'amour, à la rencontre. Et tout cela est devenu de la modernité *tant* cela implique des changements réels. Et, radicaux, *tant* le spectacle capitaliste, qui vante cette modernité, ne peut *l'offrir qu'en images*. Et quand la conscience morte de sa passivité, est atomisée, séparée, il y a un manque patent de fraternité, on ne rejoint pas, on est son propre geôlier, on devient responsable des incendies, même celui de sa propre voiture comme de sa propre vie qui part en fumée dans la survie quotidienne aliénée. Mais de quel tort souffre le spectateur ! Le misérable a tous les torts, en premier celui de l'être, un tort qui les recouvre tous. Du mépris hiérarchiquement distribué, c'est de cette monnaie que le monde de la marchandise le paie en retour.

Interview de Tsai-Ming-Liang⁴⁹.

En Asie émergent petit à petit les côtés négatifs du développement, qui sont de plus en plus évidents, par exemple avec la croissance économique les gens s'enrichissent, alors que la qualité de la vie se dégrade. On vit moins bien qu'avant. Si l'on regarde ce qui se passe à Taiwan, dès qu'il y a un ouragan beaucoup de constructions s'écroulent. Et dans mon pays natal

⁴⁹ Extrait d'un interview du cinéaste Tsai-Ming-Liang, tiré du film (DVD) *Le trou*, éditions MK2.

[*Malaisie*], on voit des nuages de fumée, car les gens font du charbon de bois en brûlant la forêt. Ils veulent détruire la forêt, c'est une catastrophe. Ma mère habite dans une île où les gens ne peuvent plus respirer. Ils ont besoin de porter un masque, je suis très inquiet, je l'appelle tous les jours pour voir si elle arrive à respirer. Aucun avion ne dessert l'île, il est difficile de la quitter. On a peu confiance en l'avenir. La qualité de la vie se dégrade de jour en jour. Je suis au bord du désespoir, car on ne peut rien changer. Les politiciens et les capitalistes ne pensent qu'à s'enrichir, mais on ne peut pas les en empêcher... Dans tous mes films les personnages ne communiquent pas, ne se parlent pas, ne se voient pas, ne sortent pas ensemble. Ils ne se connaissent pas. Malheureusement à l'avenir ça sera peut être pire. Le trou parle d'un monde à venir où les gens, je l'espère, rentreront en communication. J'ai donc fait un trou dans les appartements des personnages pour leur permettre de communiquer... Il y a beaucoup de sens cachés dans ce trou... Voilà ce que je pense. Mon film est orienté vers l'avenir et traite du désespoir..., car on a perdu beaucoup de choses pour gagner de l'argent, pour faire progresser le monde, pour avoir plus de biens matériels. Tout le monde a perdu beaucoup de choses...

Il y eut Mai 68, maintenant il y a novembre 2005, dit une jeune banlieusarde.

A l'extrême la subjectivité malheureuse se renverse en une sorte d'objectivité ; un document impitoyable sur les conditions de la non-communication, dans cette organisation de la survie d'une époque. Les révoltés français apparaissent pour ce qu'ils sont : ennemis irréconciliables, non pas de la grande majorité des Français, mais de la spectaculaire misère de toute la société mondiale nouvelle —et pas seulement des banlieues—, dont l'un des pays les plus avancés ne fait que nous montrer l'état du monde, *tant* la réalisation de l'individu

n'est pas à l'ordre du jour. Est-ce pour cela que le spectateur a peur, a honte, l'ultime expression sociale de sa misère, que l'on attribuait au sous-prolétariat, à celui qui ne pouvait plus ni parler ni donc lutter ? Mieux que la vie, sa passivité enchaînée à la consommation télévisuelle, où tous, plus ou moins pauvres, se cachent derrière l'écran. Le grand emploi du développement technologique du capitalisme moderne dans cette phase présente, dans la société dite de communication, où chaque objet de communication sans l'emploi de la valeur d'usage *réelle* ne change rien des rapports sociaux dominants. La séparation domine entre les gens, agrandit la relégation et les contrôle.

L'abolition inachevée. L'historienne Nelly Schmidt souligne que : *Les premiers abolitionnistes, ce sont les esclaves eux-mêmes.*

Une révolte contre la séparation se situe au niveau de la *totalité*, parce que —quand bien même elle ne se produirait que dans le seul district de “France”— elle est une protestation de l'homme contre la vie inhumaine ; parce qu'elle commence au niveau du *seul individu réel* et parce que la communauté, dont l'individu révolté est séparé, est la *vraie nature sociale* de l'homme, la nature humaine : le dépassement positif du spectacle⁵⁰.

⁵⁰ Plagié de *Le déclin et la chute de l'économie spectaculaire-marchande*.
Guy Debord.



Photo vidéosurveillance, Lyon.

La colonisation positive. La France revisite sa mémoire coloniale.



Combien Isabelle Coutant⁵¹ fut surprise : *Une vraie lucidité politique* [chez ces jeunes des banlieues] *mais assez désenchantée...* [et] *leur grande conscience des mécanismes sociaux qui les ont exclus.*

⁵¹ Sociologue, thèse, *Délit de jeunesse*, éditée à *La Découverte*.



Jardin des Curiosités, Lyon St Just. Entre Lyon (ville) et le Mont Blanc, la banlieue est effacée, avec elle l'existence de millions de gens.

Le succès de cette production dite de communication, son abondance revient vers le spectateur comme abondance de dépossession.



Photo : Au lointain, la banlieue sud de Lyon, et ses brûlots de la raffinerie de pétrole de Feyzin.

La production de la non-vie, ayant franchi son dernier seuil : son progrès produit maintenant directement la mort partout dans le monde.



...la société moderne et sa logique globale étaient inaccessibles aux désirs des individus ; c'était désormais elle suivant son mouvement autonome (*"le mouvement autonome du non-vivant"*) qui déterminerait de quoi serait fait l'avenir... Olivier Assayas, cinéaste, *Une adolescence dans l'après-Mai*. Cahier du cinéma.

L'illusion déçoit où, dans la vie courante, s'avancent tant de projets rêvés détournés pour l'économie seule, et nous ne pouvons que nous en ressaisir. De même la question sociale soulevée a toutes les raisons de commencer, et n'en a aucune de finir. *La question n'est pas de constater que les gens vivent plus ou moins pauvrement ; mais toujours d'une manière qui leur échappe.*



Le monde brûle de ses propres feux.

Lyon, novembre-décembre 2005.

2^e partie, l'intégration, à quoi ?

Documents sur la nature du pouvoir concentré

Extrait sur “les Français face au terrorisme”. 17 novembre, Paris (AP).

Face à l'apparition d'un nouveau terrorisme de masse, les autorités françaises ont souligné jeudi la réalité de la menace et leur volonté de gagner “un temps d'avance” pour y faire face. « *Jamais la menace terroriste n'a été aussi forte dans notre pays, en Europe et dans le monde* » a prévenu le Premier ministre, Villepin, qui participait à la journée d'études sur “les Français face au terrorisme”... « *Il existe contre la France une menace réelle. Notre vigilance doit donc être permanente. C'est pour cela que j'ai décidé de maintenir le plan Vigipirate au niveau rouge...* ». Le ministre de l'Intérieur Sarkozy : « *Le risque d'action violente sur notre sol est réel. Et quand je dis que la menace est sérieuse, ce n'est pas une clause de style (...) Je ne dis pas ça parce qu'on ne sait pas, mais parce que les éléments des services spécialisés nous commandent de dire cela... le terrorisme a en effet franchi un “saut qualitatif et quantitatif” avec “l'arrivée de kamikazes sur le territoire des démocraties”. Autre fait nouveau : “des citoyens français sont devenus des kamikazes qui exercent leurs crimes dans d'autres pays que le leur. On importe plus seulement des kamikazes, on en exporte”* ».

Extrait de *l'Etat libéral-sécuritaire, ou les habits neufs du fascisme*, d'une d'analyse des rapports Bénisti et GESI sur la prévention de la délinquance.

I : Prévention de la délinquance : l'état d'avancement du projet.

En 2003, Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur, élabore un projet de loi de prévention de la délinquance qui soulève immédiatement les critiques de magistrats et de travailleurs sociaux. Le gouvernement quant à lui est peu pressé d'avaliser ce projet, mais une « Commission prévention » du Groupe d'Etudes parlementaires

sur la Sécurité Intérieure (GESI) se met en place, à l'initiative de Christian Estrosi, le « poisson pilote » de Sarkozy. Elle est présidée par le député UMP Jacques-Alain Bénisti, maire de Villiers-sur-Marne, qui remet, en octobre 2004, le rapport préliminaire des travaux de la Commission au ministre de l'Intérieur d'alors qu'est Dominique de Villepin. Le projet de loi et le rapport Bénisti, parfaitement convergents dans leurs analyses et leurs propositions, ont fait l'objet d'une précédente présentation —partielle— par la Commission DLA sous le titre « La place de l'école dans les dispositifs répressifs. » Revenu au poste de ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy est destinataire du rapport définitif du GESI, intitulé, comme le précédent « Sur la prévention de la délinquance » et daté de septembre 2005. Ce rapport de 63 pages est accompagné d'une synthèse de 13 pages signée de Jacques-Alain Bénisti et datée d'octobre 2005. Entre temps, Nicolas Sarkozy s'était résolu à abandonner son projet de loi de prévention de la délinquance « face aux réticences d'une partie du gouvernement »⁵², pour lui substituer un « plan de prévention de la délinquance » remis le 9 décembre 2005 au Premier ministre. Les détails de ce plan ne nous sont pas connus à l'heure actuelle, mais Nicolas Sarkozy en a précisé à plusieurs reprises l'esprit et les principales dispositions⁵³, qui sont dans la droite ligne du projet de loi et des rapports de Bénisti et du GESI. Le choix d'un plan en lieu et place d'un projet de loi répond au souci de ne pas déclencher à nouveau un tollé d'opposition, pour mieux mettre en place dans la pratique des dispositifs répressifs aggravés. La présente note s'attachera prioritairement à l'analyse de l'esprit général de cette politique dite de prévention de la délinquance, notamment au travers du rapport définitif du GESI et de la synthèse qu'en a tirée Jacques-Alain Bénisti. Ce travail n'aurait pas été complet sans la copieuse documentation et les analyses critiques approfondies mises en ligne par le site Internet du Collectif National Unitaire (CNU) : www.abri.org/antidelation.

⁵² Dépêche AFP du 9 décembre 2005.

⁵³ Notamment lors de la 2^{ème} rencontre Police–Gendarmerie qui s'est tenue le 27 septembre 2005, et dans son intervention du 28 novembre 2005 devant les Préfets réunis par lui à la suite des émeutes dans les banlieues.

II : Comment se présente le rapport du GESI

Il s'agit d'un texte de 63 pages daté de septembre 2005 disponible sur www.abri.org/antidelation et qui, en l'état, est incomplet, car il y manque la page 17 et les annexes. A cette date, il n'était pas complètement finalisé, les propositions 16 à 30 semblant ne pas avoir été revues par l'ensemble de la Commission, non plus que la conclusion.

Les rédacteurs du texte, à l'instar du 1^{er} rapport, font preuve d'une non maîtrise évidente du français écrit : les fautes d'orthographe y sont légion, les règles de la ponctuation ne sont pas respectées. Pour un rapport qui pointe à de multiples reprises la non maîtrise du langage comme origine indiscutable de la délinquance, il y a là un phénomène troublant et inquiétant. Un certain nombre de phrases, voire des paragraphes entiers, sont quasi incompréhensibles du fait d'une syntaxe fantaisiste et aléatoire. Certaines phrases sont tellement mal tournées qu'il est nécessaire, pour saisir la cohérence de la pensée des rédacteurs, de leur faire dire le contraire de ce qu'elles affirment. Ainsi, en lisant le 2^{ème} paragraphe de la conclusion page 63, on apprend que « le chômage des parents » est « la première forme du respect qu'ils attendent de notre société » ! Ou encore, page 32, on nous dit qu'il faut améliorer la formation des enseignants à l'IUFM en les initiant... aux drogues !

Ces sottises qui émanent de représentants du peuple français sont d'autant plus indignes qu'elles s'accompagnent du manque de sérieux le plus total dans l'analyse des questions traitées. Faute d'avoir pu entendre certains experts, qui semblent avoir refusé de porter leur parole devant un tel cénacle de crainte, on les comprend, d'être compris totalement de travers, les auteurs du rapport se rebattent, en guise d'analyse, sur quelques articles de la presse hebdomadaire, citant notamment pages 43 et 46 un article de *L'Express* du 18 octobre 2001 particulièrement ahurissant de stupidité.

Qu'on ne s'y trompe par cependant : ce rapport, en l'état comme dans les versions plus lisses qu'on ne manquera pas d'en faire par crainte du ridicule, doit être pris au sérieux, car ce qui s'y exprime est bien une pensée, et même, sous ses airs de ringardise avancée, une pensée moderne, la pensée dominante de notre époque, la pensée du contrôle social généralisé, la pensée de l'Etat libéral-sécuritaire qui se donne pour fin d'assurer la sécurité de l'ordre marchand par le contrôle territorial et comportemental de la population.

III : L'idéologie du GESI

Le catalogue des « évidences », et des propositions de « bon sens » destinées à décrire et à prévenir la délinquance peut être décliné selon 7 axes principaux :

1/ Il n'est question dans tous ces textes que d'une forme particulière de délinquance : la délinquance de rue des jeunes banlieusards, érigée au rang de problème majeur que la société devra affronter dans les décennies à venir. Cette délinquance est considérée comme relevant d'un traitement spécifique, et non d'un seul traitement judiciaire et pénal comme les autres formes de délinquance (routière, financière etc.) car elle est vue comme remettant en cause les bases de l'ordre social et de l'autorité. Mais penser la délinquance comme une remise en cause de l'ordre social n'implique pas, au contraire, une remise en cause de cet ordre social pour réduire la délinquance.

2/ La délinquance ainsi entendue n'est pas considérée pour ce qu'elle est, un phénomène socio-politique, mais elle est vue comme une maladie, et doit être traitée, en conséquence, sur le modèle de la prévention sanitaire, c'est-à-dire dépistée le plus précocement possible grâce à des batteries de tests standardisés. Il s'agit par là de récuser tous les acquis de la sociologie et de la philosophie politique, moins par incompetence que par choix délibéré. L'analyse des rapports sociaux de production n'est pas pertinente pour décrire l'origine de troubles individuels.

3/ La délinquance est une maladie au sens de déviance par rapport à une norme ; cette notion de déviance n'est un concept médical que du point de vue de la psychiatrie comportementale, c'est-à-dire du point de vue de l'école la plus stupidement scientifique et normative de la médecine, mais aussi la plus en vogue de nos jours. Elle est en effet en passe de (re)conquérir en le disqualifiant le champ de la psychopathologie. Cette dernière avait au moins le mérite de considérer les troubles comme des souffrances, et de les relier à l'histoire du sujet, alors que le cognitivo-comportementalisme moderne ne se soucie d'identifier – dès le plus jeune âge – les « troubles des conduites » que pour les rectifier. Cette vision réductrice et instrumentale de la personne est bien illustrée par un rapport récent d'expertise de l'INSERM, publié en septembre 2005 et intitulé « Trouble des conduites chez l'enfant et l'adolescent ». Elle a été critiquée au fond par le Syndicat national des médecins de protection maternelle et infantile (SNMPMI) dans un tract diffusé par la section de Seine-Saint-Denis de ce syndicat à l'occasion des Etats généraux de la pédopsychiatrie de ce département, qui se sont tenus le 8 décembre 2005. Ils revendiquent en effet une autre conception de leur métier : « [...] nous n'acceptons pas de regarder chaque enfant, chaque famille exposés à des difficultés de la vie comme immanquablement guettés par la dérive vers la délinquance ou tout autre comportement « déviant ». [...] nous revendiquons une approche humaniste des soins qui s'appuie sur la singularité du développement de l'être humain. Nous ne confondons pas les difficultés des personnes avec les dysfonctionnements de la société, nous savons aussi à quel point la précarité sociale et économique des familles, les difficultés d'accès au travail, au logement, à la protection sociale peuvent avoir des effets sur leur santé physique et mentale. [...] Souhaitons que les Etats généraux du 6 décembre contribuent à avancer dans cette perspective, pour préserver et développer des soins psychiques « bien traitants » pour les enfants et leur famille en Seine-Saint-Denis. » Relevons ici l'expression de « soins psychiques » à laquelle est attachée la fraction humaniste de la psychopathologie, par rapport aux comportementalistes qui ont évacué le psychisme et les conflits intrapsychiques de leurs conceptions.

4/ Le travestissement d'un jugement porté sur un comportement – la déviance – en langage médicalisé permet de faire passer toutes les formes de répression et de dressage comportemental pour de la prise en charge, de l'aide personnalisée, du soin.

5/ Il ne s'agit donc pas de prévenir l'apparition d'un phénomène social – ce qu'est véritablement cette délinquance – par une volonté politique de réorganiser l'ordre des rapports sociaux de production, mais bien de dépister des individus sur lesquels on pose le pronostic de futurs délinquants au vu de leur comportement dans les institutions qu'ils sont obligés de fréquenter dès leur plus jeune âge, c'est-à-dire la consultation de PMI, puis la crèche, puis l'école maternelle (dont le GESI recommande la fréquentation dès l'âge de 2 ans), etc.

6/ La conception réductrice de la prévention qui émane de ce rapport est un choix délibéré et conscient. En effet, il faut lire attentivement la page 8. On y trouve [...], la reconnaissance explicite de l'origine sociale de la délinquance comme conséquence sociale des inégalités : « Comment aider ces jeunes à ne pas sombrer dans la délinquance ou tout simplement comment les aider à réussir ? [...] Ces interrogations supposent comme préalable de rendre possible l'accès à un emploi au double sens d'un statut professionnel et d'un revenu, l'accès à un logement et ainsi d'être en mesure de s'assumer en tant que citoyen. » C'est que ce l'on nomme ligne 11 une conception « globalisante » de la prévention, conception dont la pertinence est disqualifiée au moment même où elle est reconnue, au profit d'une politique qui, renonçant à modifier les conditions de vie, va s'attacher à « obtenir des changements dans les comportements individuels, conception dite « restreinte » [de la prévention] ». C'est en effet cette conception restreinte qui est finalement choisie, au détour d'une phrase, lignes 27 à 30, où l'on nous dit de la « politique globale de prévention » qu'elle « pose par ailleurs des questions relatives à la contrainte et aux mesures de contrôle social. »...

7/ Les dispositions du rapport ne visent donc pas la prévention globale de la délinquance, mais le traitement administratif de la déviance. En effet, le rapport dilue la notion de délinquance, qui suppose l'accomplissement de faits délictueux, dans celle de déviance comportementale – ce qui tend à étendre la responsabilité des justiciables à des faits qui n'ont pas (encore) été commis, et/ou à des faits ou des comportements qui ne sont pas de nature délictueuse, ou qui n'ont pas (encore) été caractérisés comme tels. Relevons à ce propos la proposition n° 7 exposée à la page 10 de la synthèse du rapport du GESI rédigée par Jacques-Alain Bénisti :

« Généraliser les groupes locaux de traitement de la délinquance (GLTD) composés du Procureur de la République, du Préfet et du maire, du commissaire de police, des travailleurs sociaux de la circonscription, afin de mieux cibler et de mieux surveiller les délinquants récidivistes ; ceci permettra lorsque ces derniers passeront en jugement de donner au magistrat l'étendue réelle des délits commis au cours des trois années. »

Chacun est à même de comprendre que, s'agissant de récidivistes, c'est-à-dire de personnes qui ont déjà été condamnées précédemment, l'institution judiciaire n'a nul besoin de demander aux travailleurs sociaux ou à la police l'état de leur casier judiciaire, puisque c'est précisément la justice qui détient ces informations. Ce qu'il s'agit de demander aux travailleurs sociaux, c'est, non pas de fournir au juge l'étendue réelle des délits, mais d'être des témoins à charge pour des faits de comportement que l'on considérera comme déviants sans pour autant les caractériser comme des délits. C'est cette conception nouvelle du travail social que dénonce le Collectif National Unitaire lorsqu'il écrit, dans un tract du 14 décembre 2005 : « Les services sociaux et médico-sociaux verraient ainsi leur mission d'aide et d'accompagnement dans le respect des familles évoluer vers une politique de contrôle social, et les professionnels concernés deviendraient de fait des agents de ce qu'on pourrait appeler un service de renseignements généraux « social » chargé de constituer pour le compte des « autorités » un véritable casier social. » Il s'agit donc d'exiger de l'individu, non seulement d'être responsable de ses actes (ce qui justifie l'existence du casier

judiciaire), mais de rendre des comptes sur sa situation économique et sociale et sur sa personnalité. Nous avons là le processus exact qui conduit à la criminalisation de la pauvreté.

IV : Les dispositifs de contrôle social

De ces conceptions nouvelles des droits et des devoirs de l'individu dans la société, qui bouleversent les concepts juridiques et les pratiques judiciaires en usage dans un Etat de Droit [...]

1/ Un problème considéré comme central, la pratique du français (pages 53-55)

Entre 1 an et 3 ans, c'est à la PMI que revient le soin de dépister « les enfants qui présentent des troubles comportementaux » [...] Si les parents ne parlent pas le français, il faudra les inciter à apprendre cette langue, la langue maternelle étant déconseillée « lorsqu'une difficulté comportementale ou d'apprentissage est diagnostiquée » (page 54). La maîtrise de la langue d'origine n'est considérée comme positive que s'il s'agit d'une langue ayant un intérêt pour les affaires et le commerce. La valeur culturelle, affective et relationnelle est balayée d'un trait dans cette phrase : « l'hindi dans les années 70 pouvait sembler sans grand intérêt, ce qui ne serait sans aucun doute, plus le cas aujourd'hui » - l'Inde s'étant haussée depuis peu au rang de puissance économique émergente. La conception purement instrumentale de la langue qui se dégage des propositions du GESI est en parfaite cohérence avec l'idéologie de l'ensemble du texte, qui ne s'intéresse aux questions éducatives, sociales et psychologiques que pour fabriquer des individus adaptés à notre monde libéral et dociles à ses règles mercantiles. On ne consentira à autoriser l'emploi de la langue d'origine que si elle est *utile* [...]

Ces cours de soutien scolaire sont évoqués pour des enfants *dès l'âge de 4 ans* ; ils sont qualifiés d'études « dirigées » et non plus seulement « surveillées », - et leur nécessité est bien le signe que, entre 1 et 3 ans « nous n'avons pas été suffisamment persuasifs

auprès [des parents] et de la mère en particulier » pour les convaincre de ne parler que le français à la maison. Ce « nous » est révélateur : les élus locaux s'incluent directement dans ces dispositifs socio-éducatifs et entendent bien avoir la haute main sur eux.

2/ La coordination des moyens du contrôle social

C'est à partir de cet âge de 4 ans que l'enfant dépisté doit être suivi par un « référent » (un retraité de l'Education nationale fera l'affaire) « qui suive l'enfant tout au long de son parcours, afin de l'aider à surmonter ses difficultés, et saisir, si besoin, le Comité de coordination, d'aide et de suivi [de l'enfant] CCAE. » (page 58). Ce référent sera désigné, en accord avec les parents, par une structure médico-sociale (le CCAE ? Le CLPEAE ? voir plus loin) composée comme suit : assistante sociale, orthophoniste, pédiatre, pédopsychiatre ou psychologue (page 55, proposition n° 3). Aider à surmonter les difficultés s'entend essentiellement comme résoudre les « écarts de comportement ». « Cette structure pourrait être placée au sein des établissements scolaires (sans être sous la responsabilité de l'éducation nationale, voir lien avec la proposition n° 19). » Reprenons en détail le contenu de ces dispositions un peu sibyllines.

Les CCAE n'échapperaient à l'Education nationale que pour être mieux inclus dans les dispositifs municipaux sur les fonds alloués à la politique de la ville. Il s'agit là de la reprise des « dispositifs de réussite éducative » définis à l'article 128 de la loi du 18 janvier 2005 de « programmation pour la cohésion sociale », qui précise qu'ils « mènent des actions d'accompagnement au profit des élèves du premier et du second degré et de leurs familles dans les domaines éducatifs, périscolaires, culturel, social ou sanitaire. » Mais à la différence de la loi de cohésion sociale, en vertu de laquelle ces dispositifs sont créés par les Préfets sur proposition des communes, le rapport du GESI propose qu'ils soient chapeautés directement par les maires, et inscrits dans la politique de

prévention de la délinquance, ce qui en infléchit quelque peu le sens.

Examinons par exemple le fonctionnement des structures de « Réussite éducative de Tours ». Chaque enseignant exerçant en ZEP a la possibilité de proposer à 3 enfants et à leurs familles d'intégrer ce soutien « individualisé et personnalisé ». Il doit à cette fin remplir un formulaire détaillé, nommé « Fiche Ecole » comportant 3 rubriques à renseigner. La première concerne l'élève, ses difficultés d'apprentissage et de communication, son comportement (agressivité, violence, refus des règles, provocation, tristesse, retrait, passivité etc... on retrouve là le syndrome de « trouble des conduites » chère à notre psychiatrie standardisée), ses absences et retards, sa santé... La deuxième concerne la famille, ses carences dans le suivi scolaire de l'enfant, dans sa pratique de la langue française, dans son « niveau culturel ». L'enseignant doit en outre préciser si la famille a été signalée pour absence de soins et si elle est connue des services sociaux (mais à moins d'extorquer aux services sociaux des renseignements couverts par le secret professionnel, il ne peut pas savoir tout ça). La troisième rubrique concerne les carences éducatives des parents. Il s'agit de savoir si l'enfant est encadré par des institutions sportives ou culturelles, ou s'il « semble livré à lui-même et passer du temps dans la rue ».

[...]Après le casier judiciaire (qui offre au moins comme garantie d'être géré par une institution en principe indépendante des politiques locaux et nationaux), et le « casier social » comme circonstance aggravante de la récidive, voici le « casier éducatif », instrument privilégié de la répression administrative des déviances. Rappelons que cette dernière, à la différence de la répression judiciaire qui condamne pour des *actes*, et avec la possibilité pour le prévenu d'organiser sa défense, la répression préventive et administrative est par nature arbitraire, n'offrant aucune de ces garanties qui protègent en principe l'individu dans un Etat de Droit. En clair, cela signifie que le GESI souhaite rendre pénalement responsables du destin éventuellement délinquant des enfants, tous les personnels qui sont amenés à les prendre en charge dans

l'exercice de leurs fonctions, ou à les fréquenter en dehors de leurs fonctions. Pénalement, et personnellement responsables – ce qui implique la condamnation du fonctionnaire en personne, et non pas de l'administration pour laquelle il travaille. Cette menace réitérée 7 fois à l'encontre des professionnels de l'éducation et des institutions médico-sociales aurait nous semble-t-il pour objectif de les forcer à œuvrer avec zèle au sein des divers CCAE, CLPEAE et autres CLSPD, c'est-à-dire à déballer, en violation du secret professionnel et de la protection de la vie privée, devant les maires, les commissaires de police et les procureurs le contenu exhaustif du « casier social » et du « casier éducatif » de chaque enfant suivi, qu'on les aura préalablement obligés à remplir. Des « casiers » qui, comme le casier judiciaire, deviendraient pour ces jeunes des circonstances justifiant non seulement une aggravation des peines en cas de comparution devant les tribunaux, mais encore toutes les discriminations administratives et sociales imaginables.

Cette exigence de totale transparence de l'individu aux exigences et aux valeurs de l'Etat (et, décentralisation oblige, des potentats locaux) était, chez les penseurs de la démocratie formelle, considérés jusqu'ici comme l'apanage des régimes totalitaires. Mais c'est oublier ce que l'histoire nous apprend, que le fascisme n'est que le recours ultime des démocraties libérales pour tenter de juguler les crises sociales qu'elles provoquent.

Act Up-Paris, Cimade, Comede, Fasti, Gisti, LDH, MRAP, 9ème Collectif des sans-papiers

Projet gouvernemental pour une immigration jetable.

Le document de travail du gouvernement daté du 18 décembre 2005 qui prépare une nouvelle réforme du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA) peut être qualifié d'inhumain. Il conduit à une négation radicale des droits fondamentaux de la personne.

Il prépare la disparition du droit au séjour pour les familles, les conjoints, les enfants, de toutes celles et ceux qui construisent leur vie en France. Il entérine la quasi-disparition de cet outil d'intégration qu'était la carte de résident. Il s'attaque aux malades. Si ce projet est adopté, il ne fera pas bon s'aimer entre Français(e-s) et étranger(e-s)), vouloir vivre avec sa famille ou avoir des enfants. Pour ceux-là, la multiplication sans fin des conditions rendra l'espoir de la régularisation bien vain.

Le projet s'inscrit délibérément dans une perspective utilitariste. Ne sera acceptable en France que l'étranger perçu comme rentable pour son économie. Ni sa personne ni sa situation personnelle ne lui conféreront désormais de droits, au point que les régularisations deviendront quasi impossibles. Quant à l'acquis de plus de vingt ans de la carte de résident, le projet poursuit l'entreprise de son démantèlement.

De ce retour aux pires réglementations de Troisième République, il n'y a rien à garder.

Même pour des étrangers en situation régulière, le droit de vivre en famille devient un exploit : le gouvernement prévoit de relever les conditions du regroupement familial (ressources, logement, avis du maire sur l'intégration de la famille) ; il durcit les conditions de délivrance de la carte « vie privée et familiale » pour les mineurs à la majorité et les rend presque impossibles pour les conjoints de Français ou les étrangers qui peuvent se prévaloir de liens personnels anciens et stables (par exemple dans le cadre d'un PACS ou d'un concubinage).

Il s'attaque également au séjour des malades étrangers. La disparition de la notion de plein droit et la combinaison de critères particulièrement restrictifs aura pour effet de renvoyer à la clandestinité la plupart des personnes aujourd'hui régularisées pour raison médicale. En outre, les rares titres de séjour encore délivrés ne permettront plus l'accès à aucune ressource, créant une situation de précarité incompatible avec leur état de santé.

Nec plus ultra, l'extension de l'exigence du visa long séjour pour la reconnaissance du droit à une autorisation de séjour interdit la plupart des régularisations de sans-papiers. Dans ce registre, la suppression du droit à cette délivrance aux étrangers présents depuis au moins dix ans en France les condamne à l'irrégularité perpétuelle.

A lire le nouveau projet gouvernemental sur l'immigration, pour espérer obtenir et conserver leur titre de séjour ils devront cumulativement être bien intégrés, bien vus par le maire de leur commune, en bonne entente avec leur conjoint, appréciés par leur patron, disposant d'un bon salaire et d'un grand logement dans un quartier chic.

Mais sans le moindre scrupule, alors qu'il condamne des étrangers plus nombreux que jamais à demeurer ou à devenir sans papiers, le gouvernement affiche sa volonté d'aller piller des « capacités et talents » dans le monde. Ceux-là seuls se verront délivrer immédiatement un titre de trois ans renouvelable et reconnaître la possibilité du regroupement familial. En application de cette philosophie utilitariste, des visas et des titres —précaires car liés à la poursuite de l'emploi— seront offerts pour des projets professionnels intéressant la France.

Un licenciement, une dispute avec le conjoint, des difficultés pour apprendre le français ? Ceci signifie la fin du droit au séjour en France. Un étranger est renvoyé dans son pays, un autre plus docile prendra sa place pour satisfaire les besoins de notre économie. Que cela contrevienne aux engagements de la France relatifs au respect des droits fondamentaux n'est pas un problème.

Interview de Patric Jean⁵⁴.

Patric Jean est l'auteur du film documentaire *La raison du plus fort*⁵⁵. Le film est remarquable. Quant à son auteur, l'interview retranscrite ci-dessous permettra au lecteur de se faire une idée plus précise de l'individu et de sa démarche.

D'où vient l'idée de ce film ?

P.J. L'idée vient du rapport commandé par le ministre belge de la justice (Verwilgen) sur les liens entre immigré et délinquant. Le masque était tombé. Non pas celui de l'extrême droite qui n'en a plus depuis longtemps, mais celui de certains «démocrates». Ce rapport a beaucoup choqué les sociologues, les criminologues mais la presse s'en est très peu émue. Comme si cette question n'était pas tout à fait idiote. Le rapport a donc été rédigé et, comme par hasard, il est mis en valeur et abondamment cité dans la littérature de l'extrême droite flamande (Vlaams Block).

Qu'est-ce qui vous choquait le plus et pourquoi en faire un film ?

P.J. C'est le même ministre qui, en même temps, proposait la dépenalisation des délits financiers pour lesquels il fallait «trouver des arrangements» et qui a tout fait pour criminaliser la pauvreté. Même méthode en France. C'est toute l'Europe qui est en train de passer du traitement social de la pauvreté au traitement carcéral. En faisant ce film, je voulais montrer ceci : la dualisation de notre société entre les populations les plus riches et les plus pauvres est de plus en plus violente. Pour maintenir une société de marché où ceux qui n'ont rien à perdre se tiendront tranquilles face à la richesse des autres, aux biens de consommation à outrance, à la publicité omniprésente, il faut une sorte d'état policier basé sur la surveillance, le contrôle et la peur de la prison. L'attitude du gouvernement français contre les sans-abris, prostituées et

⁵⁴ Non réalisé par *l'Achèvement*.

⁵⁵ Fait en 2003, il avait été cité dans *l'Achèvement : Eclipse de l'histoire*, de mars 2004. Pour se le procurer, écrire à : Centre vidéo de Bruxelles 111, rue de la Poste — 1030 Bruxelles. Belgique. Tel : 00 32 2 221 10 50. Ou par e-mail : info@cvb-videp.be ou claudine.vano@cvb-videp.be

toxicomanes est exemplaire : il faut qu'ils soient invisibles aux yeux de la petite bourgeoisie. Je pense que sur le plan mondial c'est tout à fait comparable puisqu'on est passé d'un écart (entre les pays riches et pauvres) de 1 à 44 il y a trente ans à un écart de 1 à 80 aujourd'hui. Et il n'y a aucune raison de penser que cela va s'arrêter là.

Peut-on pour autant justifier la délinquance, la violence ?

P.J. Bien sûr que non. Il ne s'agit pas de dire que les riches sont méchants et les pauvres gentils et que ce qu'ils font est bien. Il ne s'agit d'ailleurs pas de bien ou de mal. Pour réfléchir, il faut d'abord mettre entre parenthèses le plan moral et observer la situation rationnellement. Je vais vous décrire une situation banale et que j'ai rencontrée : un adolescent dont le père est chômeur de longue durée, dont les frères et sœurs sont chômeurs ou très précaires, qui est tenté en permanence par la publicité pour des objets dont il sait pertinemment qu'il ne pourra jamais les posséder de manière légale, ses parents tremblent face à la venue possible d'un huissier, la famille ne mange pas toujours à la fin du mois. Si vous ajoutez à cela les conséquences psychologiques de l'exclusion (violence familiale, dépression des parents, alcool...) et que vous considérez que ce jeune, parce qu'il est d'origine immigrée, est souvent l'objet de brimades, contrôles policiers et autres ségrégations, comment peut-on attendre de lui qu'il se comporte comme un «petit bourgeois» ? Savez-vous qu'il y a des familles où aucun enfant n'a jamais reçu un jouet à Noël ou un anniversaire. Pouvez-vous imaginer les conséquences sur un tel enfant du matraquage publicitaire de fin d'année ? Savez-vous qu'il y a des familles en Belgique et en France où l'on a faim à la fin du mois ? Où l'on donne à manger aux enfants des biscuits trempés dans du lait ? Où les enfants vont voler de la nourriture dans les grandes surfaces ? Faut-il attendre de gens que l'on place dans le désespoir qu'ils aient une autre attitude que celle des désespérés ?

C'est donc avant tout un problème social ?

P.J. Evidemment. Un problème d'exclusion sociale doublé d'une exclusion raciste. L'origine nationale ne joue pas dans les phénomènes de délinquance si ce n'est que les immigrés sont sur-représentés parmi les couches les plus pauvres. L'Observatoire

International du Travail a démontré qu'une entreprise belge sur trois faisait de la ségrégation à l'emploi sur les bases de l'origine nationale. Les personnes issues de l'immigration maghrébine sont donc considérées comme des exclus visibles (même si certains s'en sortent très bien) et donc à surveiller. Vous ajoutez à cela quelques clichés racistes qui durent encore (les arabes sont fourbes et les juifs radins)... Savez-vous par exemple qu'à Bruxelles, la police a organisé le fichage de jeunes issus de l'immigration totalement inconnus de la justice. On a organisé des rafles dans des quartiers immigrés, on a emmené des jeunes au commissariat, on les a photographiés, fichés et relâchés. Cela ne vous rappelle rien ? Alors pourquoi les maghrébins ? Parce que l'on sait qu'ils sont sur-représentés dans les classes défavorisées et donc à surveiller et aussi par racisme ordinaire. Il faut donc qu'ils soient sous contrôle. Quand le Bourgmestre bruxellois de l'époque a été interpellé officiellement, il a répondu en trois lignes en disant que cela correspondait aux vœux de la population ! Ce monsieur (De Donnea) est un membre éminent d'un parti démocratique (MR) qui défend par dessus tout la société de marché.

Votre impression s'est confirmée à la prison ?

P.J. Mais c'est certain. Si l'on met de côté les délinquants sexuels, pour le reste, les prisons sont remplies de ce que l'on appelait jadis le sous-prolétariat. Des sans-emplois, sans formation, souvent fils de chômeurs ou de travailleurs très précaires plus tous ceux dont le seul délit est d'être un étranger sans papier qui a fui la misère ou la guerre. J'ai rencontré essentiellement deux types de personnes en prison. D'abord ceux qui sont les plus détruits par leur situation, certains ont leur place en hôpital psychiatrique plutôt qu'en prison. Ils sont enfermés souvent pour des petits délits et se retrouvent dans une misère psychologique et morale indescriptible, une souffrance insoutenable. Voyez la séquence du mitard... Imaginez ce que ce garçon fera à sa sortie. L'autre catégorie de personnes rencontrées est celle d'hommes révoltés. Ils ont parfaitement compris le système, analysé leur situation et en ont déduit qu'il n'y avait pas de place pour eux : sans formation, avec un casier, parfois un nom étranger, pas de réseau autour d'eux.. Il faut dire que dans la plupart des cas, les délits sont mineurs, ils n'ont tué ni blessé personne. On

peut être en prison pour des vols simples. Tous ceux que j'ai rencontrés ont commis des délits qui découlent directement de leur situation sociale. Dans tous les cas, la prison va aggraver sévèrement la situation. Savez-vous qu'à la prison de Lyon (une honte) on donne aux plus pauvres à leur sortie un sachet avec une carte de téléphone, dix tickets de bus et un chèque repas ! Et vous voudriez qu'ils ne récidivent pas ? C'est une plaisanterie ?

Comment s'est opéré le choix des lieux ? La répartition France/Belgique ?

P.J. Je voulais travailler sur deux pays au moins car c'est un problème international. C'est la conséquence d'une société de marché et non une situation particulière à un pays. J'ai tout de suite choisi ces deux pays. Ce sont ceux que je connais le mieux et ils ont des caractéristiques intéressantes : taux records de racisme, taux records de suicide, taux de chômage important. Leurs différences sont intéressantes : la France a eu des colonies en Afrique du Nord et a fait venir de la main d'œuvre de ses colonies. C'est exactement le contraire en Belgique. D'autre part, il n'y a pas eu, en Belgique, de construction de grands ensembles de type banlieue h.l.m. comme en France. Ce sont donc des situations différentes en apparence mais avec un «terreau» commun à toute l'Europe, ou presque. On m'a interdit de filmer dans les prisons françaises alors on l'a fait en Belgique. Pour le reste, les quartiers étaient très difficiles d'accès. La télévision y a fait tellement de dégâts qu'il est devenu presque impossible d'y filmer même avec une très longue préparation, même avec les gens dont on est devenu proche. Pour le reste, et surtout en Belgique, il y a la honte. Tout vous dit que si vous ne possédez pas la voiture à la mode, le téléphone à la mode, les vêtements qu'il faut et une parcelle de pouvoir, vous n'êtes rien et vous n'avez que le droit de vous taire. Rappelez-vous la publicité : « il a l'argent, il a le pouvoir, il a la voiture, il aura la femme ». Il est donc impossible, pour un jeune, de prendre la parole pour dénoncer sa propre situation sociale. C'est la honte. On baisse la tête et on continue. Bizarrement, j'ai trouvé le phénomène beaucoup plus marqué en Belgique qu'en France. Toutes les séquences que j'ai voulu tourner à Bruxelles se sont soldées par un échec (sauf deux qui ne sont pas dans le film car elles étaient plus

faibles). Le couvercle sur la problématique sociale est donc mieux verrouillé en Belgique, il est intériorisé par les populations concernées. C'est grave.

Dans le contexte actuel de la montée de l'extrême droite, de l'intégrisme, d'un racisme exacerbé vis-à-vis des musulmans, quel est l'impact escompté du film ?

P.J. J'aimerais tellement faire douter. Briser quelques certitudes de la pensée unique sur la délinquance, les « sauvagions » et autre insécurité. Sur ce thème, il y a deux discours qui s'affrontent : celui des politiques (et des hommes d'affaires qui vendent de la sécurité), très simple, facile à comprendre, répressif, moraliste et qui aggrave le sentiment d'insécurité et le malaise social et puis il y a le discours des scientifiques, des criminologues, des sociologues, complètement en opposition avec les politiques. Leurs travaux sont passionnants, brillants, souvent complexes mais totalement inconnus des politiques et des journalistes. Un scientifique vous dit qu'il n'a pas les moyens de mesurer l'évolution de la délinquance à court terme, qu'il n'existe pas de méthode scientifique pour ce faire et en même temps vous entendez les politiques parler de la délinquance qui augmente ou recule de x% en un mois. C'est un mensonge complet. C'est de la manipulation mais personne, je dis bien absolument personne ne le dit dans les media.

Pourquoi ne peut-on se fier aux chiffres de la délinquance ?

P.J. Parce les chiffres ne révèlent que la délinquance qui a été répertoriée par les forces de police. L'immense majorité des actes n'est jamais signalée. Comment peut-on les compter ? Les chiffres ne révèlent que la manière de travailler de la police. Par exemple, des policiers ont révélé récemment en France qu'on leur demandait, dans certains commissariats d'enregistrer le moins de plaintes possibles et même d'en détruire dans les ordinateurs pour faire baisser les chiffres sur tel secteur. La délinquance a explosé d'un seul coup en France dans les zones « gendarmerie ». Comme si tous les délinquants de Lille à Marseille s'étaient dit « à partir de telle date, on met le paquet ». Cela n'a aucun sens. Même chose dès la mise en place d'un nouveau gouvernement, le taux de délinquance diminue illico. Ou c'est de la magie, ou c'est de la manipulation. D'autre part, la plupart des délits sont invisibles : savez-vous qu'à

Paris, une main-courante (pas repris dans les chiffres évidemment) sur deux enregistrée dans les commissariats est le fait d'une violence commise contre une femme par son conjoint ou son mari ? Vous parlez d'une violence ! La femme ne se fait pas voler son sac ou son téléphone, elle ne se fait pas « car-jacker ». Non, elle s'enferme chez elle avec son agresseur habituel et souvent très violent ! Dix pour cent des femmes de France en sont l'objet ! Mais on entend peu parler car les lobbies de la sécurité n'y peuvent rien. La sécurité est essentiellement l'enjeu d'un business. En France, par exemple, l'« expert » en sécurité qui est sur tous les plateaux est Alain Bauer qui est, par ailleurs, le patron de la plus grande société de sécurité de France (AB Associated). Il a donc tout intérêt à gonfler le problème et à crier au feu car c'est lui le pompier qui se fera payer très cher pour éteindre l'incendie qui parfois n'existe que dans les têtes. Là où il a vendu un de ses premiers audits, c'est à Vitrolles sous la mairie socialiste. Quelques temps après la ville passait au FN...

Et la délinquance en « col blanc »...

P.J. J'allais y venir. L'autre délinquance invisible ou bien souvent l'objet de magnanimité, c'est la délinquance financière, le blanchiment, la corruption etc. Une poubelle qui brûle ou un sac arraché sera toujours plus visible que de l'argent blanchi au Luxembourg. Il est quand même étonnant de remarquer que deux pays comme la France et l'Italie ont à leur tête un délinquant notoire (sans parler des affaires de M. Bush). Cela ne semble gêner personne. Il y a des délinquances socialement mieux acceptées même si elles font plus de dégâts. Une société, Michelin par exemple, peut supprimer des milliers d'emplois pour faire grimper l'action en bourse. C'est moralement indéfendable mais ça, ce n'est pas de la délinquance. Et pourtant cela crée énormément d'insécurité, non ? Parlez-en aux libéraux (socialistes compris) en Belgique et en France, vous verrez ce qu'ils vous répondront : le marché. Toujours le marché. Mais quand il s'agit de réfléchir à le remettre en question, vous ne trouvez plus grand monde.

Vos films sont ancrés dans le social, pourquoi ? Pour dénoncer, par militance ?

P.J. Je ne veux évidemment pas faire que cela. Mais il est vrai qu'il y a urgence. Je ne crois plus du tout qu'il soit possible de faire de la politique dans un parti. Pas à cause des hommes mais à cause d'un système qui est complètement bloqué et qui amène les partis de gauche et de droite à avoir des programmes très semblables, c'est à dire un arrangement plus ou moins social avec la société de marché qu'on ne remet pas en question. Mais il y a d'autres manières plus efficaces de faire de la politique et de lutter pour la démocratie, (la démocratie participative, l'économie sociale et solidaire, l'instruction gratuite et de haut niveau et la culture pour tous, des services publics de qualité, etc) sans mandat, en faisant des films, en écrivant des livres, en participant à des forums sociaux, à des mouvements sociaux... C'est ce que je fais pour l'instant. Et l'avantage est que je ne brigue aucun mandat donc je n'ai pas besoin de plaire à un électeur donc je peux m'exprimer librement. Liberté que les politiques n'ont plus, puisqu'ils sont liés malgré eux à un marketing électoral.

La prison occupe une place importante dans le film...

P.J. C'est le cœur du système ! J'ai compris en faisant ce film, que le principe de la prison n'est pas la privation de liberté. Celle-ci n'est qu'un moyen. Le principe de la prison est l'humiliation. Il faut faire plier (ou casser) ceux qui résistent au système, qui refusent de s'y soumettre parce qu'ils n'ont rien à perdre, qui n'acceptent pas de rester des hommes de deuxième classe parce qu'ils sont mal nés. Un des directeurs de la Direction des Services Pénitentiaires de Paris ne dit d'ailleurs rien d'autre quand il écrit : « Les délinquants sont des inadaptés sociaux et la finalité carcérale est de les remodeler pour les rendre aptes au fonctionnement de la société. » Et pour ce faire on n'a rien trouvé de mieux que l'humiliation, violence invisible idéale pour faire plier les esprits. Cela fonctionne bien. Tout, dans une prison, est fait pour humilier les détenus. Et comme par hasard, cette humiliation est appliquée par des hommes (les surveillants) de la même classe sociale qu'eux. Certains directeurs de prison ont le courage de le dire clairement et de le dénoncer. Un fait est très peu connu et pourtant, il explique tout notre système de société : il n'y a pas de corrélation entre taux de délinquance et taux d'enfermement en prison. Parfois, la

délinquance stagne et on enferme beaucoup plus (comme aux USA où la population carcérale a été multipliée par 4 en 20 ans sans augmentation du nombre de crimes et délits). Par contre, il y a une corrélation importante entre la dérégulation du marché du travail (le chômage) et le taux d'enfermement dans les prisons. Plus il y a de chômeurs et plus on enferme, c'est une règle de notre société. Les prisons américaines ont pu faire baisser ainsi de deux points le taux de chômage du pays ! C'est donc une façon de régler le problème. Ce n'est pas un complot de magistrats évidemment mais il y a des mécanismes qui l'expliquent. Des tas d'études empiriques ont été publiées sur le sujet. Qui les lit ?

Vous plaidez donc pour une réforme du système carcéral ?

P.J. Pas du tout. Je plaide pour sa suppression. Pour paraphraser Pierre Reynaert, intellectuel et ancien directeur de prison : une prison qui permet au détenu de se réinsérer à la sortie est plus utopique qu'une société sans prison. Ce qui veut dire qu'il ne faut pas réformer le système carcéral mais notre système de société. Faire ce que Jean-François Khan appelle « la révolution des modérés ».

Comment avez-vous été reçu dans les quartiers, en prison...

P.J. Au début, toujours avec méfiance, les media ont fait beaucoup de mal. Puis, petit à petit, quand les gens comprenaient que je ne venais pas pour les juger ni les filmer à la va-vite, que je passais du temps avec eux, ils m'ont souvent très bien accueilli. En prison particulièrement. Je n'ai pas peur de dire que j'y ai rencontré des gens formidables, qui avaient fait des bêtises soit, mais je ne suis pas là pour les juger. Je ne sais pas ce que j'aurais fait si j'avais eu la vie de certains d'entre eux. Dans les quartiers, après un certain temps, j'ai eu un accueil formidable. J'y ai encore des contacts. Je me suis retrouvé la nuit, dans des caves avec des jeunes qu'on nous présente comme des « sauvageons » sans que rien ne me soit jamais arrivé. Je n'ai jamais eu peur. On ne m'a jamais agressé, ni insulté, ni rien volé même quand nous étions là avec du matériel de tournage. Tous ces jeunes ont seulement envie qu'on les écoute avec un minimum de respect. Ces quartiers ne sont pas les coupe-gorge que l'on nous dit. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne s'y passe rien.

Quel tort ont les médias dont vous parlez ?

P.J. Ils ont souvent le tort de parler de ce qu'ils ne connaissent pas. Les journaux télévisés en particulier. Quand quelque chose se passe dans un quartier, on vient vite avec une caméra, accompagné de policiers, on tourne trois images et on s'en va. (voyez la séquence des images d'émeutes à Amiens, comme les journalistes partent en courant avec la police). Et puis on dit des âneries et on passe à autre chose. De ce fait, ces quartiers sont frappés d'ostracisme, les gens ont peur des jeunes, des arabes, etc. Je ne vous parle pas des émissions de type « le droit de savoir » qui sont souvent filmées directement par la police et dont le but est clairement d'effrayer le spectateur. Dans ce cas, c'est clairement de la propagande. Ce n'est pas toujours la faute des journalistes à qui l'on demande une rentabilité et rien d'autre, qui n'ont pas le temps de faire leur travail et qui sont pressés par l'audimat pour cause de marché (encore). Savez-vous que Bouygues qui gère TF1, chaîne spécialiste de ces programmes de « marchand de peur », a aussi des intérêts économiques dans des sociétés de conseil en sécurité, vidéosurveillance, etc. Et il y en a beaucoup d'autres. Il ne faut pas oublier que la sécurité et l'insécurité sont avant tout des business.

Vous êtes très critique vis-à-vis de la police.

P.J. Je pense qu'une police est absolument nécessaire dans une démocratie [*on ne partage pas ce propos de Patric Jean*] et je sais qu'un certain nombre de policiers ont une haute idée de leur mission. Mais je suis convaincu que la police ne peut remplir son rôle que si elle travaille avec une parfaite déontologie. Dans le cas contraire, elle est au service d'une partie seulement de la population, aux dépens d'une autre. C'est ce qu'on appelle un « couvercle ». Pensez que des sondages révèlent que 6 Français sur 10 se décrivent personnellement comme « au moins un peu racistes », (en Belgique 22% des gens se disent « très racistes ») Imaginez que la police soit dans la moyenne... Vous voyez le résultat ? Pendant les repérages, j'ai traîné dans beaucoup d'endroits, j'ai beaucoup écouté et je peux vous dire que j'ai entendu des choses affreuses. J'ai entendu à plusieurs endroits des policiers et même un surveillant-chef d'une prison (où je n'ai pas tourné) parler d'extermination des délinquants, de chambres à gaz

qui devraient rouvrir, de 9 mm dans la tête que méritaient tous les détenus, etc. Imaginez l'attitude de ces gens-là quand ils sont face à un jeune maghrébin ou un sdf ou une prostituée, les mains attachées. On sait pertinemment qu'il y a de nombreux endroits où la police passe à tabac certains jeunes. J'ai été étonné, au tribunal de Lyon, de voir combien de policiers portaient plainte contre des prévenus pour blessure au doigt ! On souffre beaucoup des mains dans la police. Un jour un policier a même accusé un prévenu de lui avoir donné un « coup de boule à la main »... Beaucoup de professionnels, des travailleurs sociaux, des éducateurs, certains magistrats vous le diront sous couvert de l'anonymat mais personne ne bouge. J'ai moi-même vu des provocations policières incroyables, une amie en a encore filmé récemment à Lyon, je possède des photos d'une personne au sortir de sa garde-à-vue avec des traces de matraques sur tout le corps. Ca fait deux lignes dans un journal, un quart de page dans Le Monde ou dans Le Soir une fois par an et puis...

La séquence au tribunal est très violente également. C'est une critique des magistrats ?

P.J. Non, c'est une critique de certains magistrats. J'ai vu des juges faire leur métier... je ne trouve pas le mot... comme des héros. En essayant de prendre une décision qui est parfois seulement la moins mauvaise. En prenant leur métier plus qu'à cœur face à des drames humains parfois terribles. Mais à côté, j'ai vu d'autres magistrats que je ne veux même pas qualifier ici. Des gens qui s'amuse de la misère des autres, dont le grand sport est de faire pleurer les gens à la barre avant de les envoyer au trou ou bien de les insulter comme je l'ai entendu (« espèce d'imbécile »). J'ai vu un garçon de 19 ans se faire juger en comparution immédiate pour s'être battu avec un copain qui a porté plainte. Le prévenu dit qu'il est l'agressé et non l'agresseur. Le soir, au tribunal, le copain-victime vient témoigner et avoue être bien l'agresseur, ajoutant que l'autre n'a rien fait de mal et qu'il faut le relâcher. Le procureur se lève alors et demande de la prison ferme parce que se battre c'est toujours se battre. Quatre mois fermes pour le garçon. L'autre petit monsieur qu'on voit dans le film avec son avocat et qui avait volé un cadeau d'anniversaire et des tranches de dinde : le procureur a demandé un

an ferme et il a obtenu quatre mois ! Pour un type qui crève de misère. Est-ce la justice ? Mais ça, on ne le voit pas à la télévision tout simplement parce que c'est moins spectaculaire. Pas parce qu'il y a une censure. J'ai vu à ce propos un reportage sur un comité de rédaction de France 2 : le rédacteur en chef défend des sujets sur les livreurs de pizza et sur les lunettes de soleil. Comme le présentateur du journal semble ne pas aimer, le rédac-chef lui dit que s'il veut perdre la moitié des téléspectateurs, il n'a « qu'à faire un sujet sur la ségrégation à l'emploi ». Tout est dit.

Pensez-vous que la situation sociale puisse pousser des jeunes vers un Islam radical ?

On peut dire deux choses à ce sujet. Premièrement, les gens dans une situation de désespoir sont toujours susceptibles de se faire manipuler. Que ce soit par des intégristes religieux de n'importe quelle religion (il y en a partout), par des sectes, des extrémistes politiques... Ensuite, un autre problème plus grave se pose : les autorités attendent de l'Islam dit modéré qu'il prenne en charge les jeunes des quartiers pauvres en leur imposant une morale qui n'est rien d'autre qu'un couvercle sur le problème social. Quand vous n'avez rien à perdre (pas de travail, pas d'espoir d'en trouver un, plus vraiment de dignité) seule la peur de la prison ou la morale peuvent vous empêcher de passer à l'acte car tout vous y invite. Le banquet de la consommation est devant vous et vous n'y avez pas droit. Il faut donc vous faire peur avec la prison ou vous calmer avec la morale. Lors d'une interview à la télévision française, Sarkozy a récemment annoncé qu'à ses yeux « l'Islam peut être utile, la religion peut être un soutien à des jeunes qui n'ont rien dans la tête ». La religion comme une police dans la tête...

Nos livres peuvent être commandés en librairie, en FNAC ou en nous écrivant. L'abonnement, 18 €, pour recevoir deux titres de *l'Achèvement*. Tout règlement doit être libellé au nom du directeur de publication : J.J. Garcia.

L'ACHEVEMENT
B.P. 3162
69406 Lyon Cedex 03

Publication de L'ACHEVEMENT
Lyon février 2006

Directeur de publication J. J. Garcia
n° ISSN 1271-3902
Dépôt légal LYO-97- 2 – 009114

MEDCOM 04 72 78 01 33